



HANTIER(S)

JOURNAL DU RASSEMBLEMENT  DES CERCLES COMMUNISTES
— pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire —

Bisannuel - Prix du numéro: **1 Euro** - Abonnement: 10 Euros pour 6 numéros - rassemblementcommuniste.fr

HOLLANDE - VALLS - LOI EL KHOMRI MAIN BASSE SUR LA VIE

La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie. Friedrich Engels

Fruit de la défaite provisoire de l'URSS et du camp socialiste, l'époque actuelle se caractérise par la re-mondialisation capitaliste c'est-à-dire par un regain de l'impérialisme qui ravage la planète. L'impérialisme se caractérise, entre autres, par la guerre. Guerre contre les peuples pour le pillage des ressources naturelles et l'exploitation de la main d'œuvre, guerre contre les travailleurs pour la préservation des taux de profit et la conservation du pouvoir par la bourgeoisie.

Sous la domination vacillante et de plus en plus contestée des États Unis d'Amérique, l'impérialisme cherche par tous les moyens à assurer sa pérennité. Dans ce cadre, l'Union Européenne sous domination allemande, c'est-à-dire l'impérialisme européen sous domination de la bourgeoisie allemande, à la fois alliée et concurrente des États-Unis, vise à demeurer dans le peloton de tête des puissances dominantes. Pour cela, chaque puissance impérialiste cherche à satisfaire son « besoin d'aire » comme le formulait Laurence Parisot, présidente du MEDEF, dans son livre numérique gratuit de février 2012, c'est-à-dire à préserver et développer son « espace vital » comme le théorisait Adolph Hitler dans « Mein Kampf » rédigé en 1925. Afin de limiter, au sein de l'Union Européenne, la concurrence entre puissances, c'est-à-dire entre les bourgeoisies nationales, le patronat européen sous pression du patronat allemand a instauré la division du travail : à l'Allemagne l'industrie lourde, à la France les services et le tourisme. L'ensemble est assis sur une exploitation de type colonial des pays de la périphérie

(Grèce, Bulgarie, Roumanie...) dans lesquels le Capital trouve une main d'œuvre bon marché, flexible, exportable et aux droits limités qui permet de tirer les salaires des pays au cœur de l'impérialisme vers le bas.

C'est dans ce contexte de dumping social intra-européen et en fonction de tous ces paramètres qu'il convient de resituer le projet de loi « El Khomri » de casse du Code du Travail, dernier maillon en date d'une chaîne de « réformes », patiemment assemblée depuis le début des années 1980 et qui vise un changement qualitatif de société par un retour en arrière sans précédent déguisé en nécessité pour l'avenir et par une mutation de la nature même du pouvoir bourgeois.

La revanche d'une bourgeoisie capitularde

Un peu partout dans les pays européens, mais surtout en France, la chaîne de « réformes », dont le projet de loi « El Khomri » est le dernier-mais non l'ultime-maillon, renvoie à une volonté de revanche de la bourgeoisie sur les travailleurs, cultivée avec patience et opiniâtreté depuis 1936. En effet, le patronat n'a jamais accepté ni les conquêtes du Front Populaire de 1936, « la pire année pour la France » selon les termes de François Fillon, ni ceux du Conseil National de la Résistance de 1943.

Comme la loi de 2008 sur la représentativité syndicale qui renforce la division des travailleurs en organisant la concurrence entre organisations syndicales, comme la loi dite de « sécurisation de l'emploi », comme les lois « Macron » et ►

Au sommaire... p1. Main basse sur nos vies - p3. L'importance de la question paysanne pour les communistes - p4. Congrès du PCF: Une dialectique bloquée entre front et parti - p5. Quel avenir pour le Front de Gauche? - p7. CGT; Un pas en avant - p10. Le terrorisme et les guerres en notre nom - p11. Islamophobie et fascisme - p12. Aiguissement des luttes de classes en Amérique du Sud - p15: Histoire: La Commune de Paris.

QUEL AVENIR POUR LE FRONT DE GAUCHE?

La Coordination Communiste fait le point sur son expérience militante

Après moins de 10 années d'existence, le Front de Gauche se trouve confronté à une crise majeure. Quelles en sont les raisons et quelles peuvent être les perspectives d'un front nécessaire pour les classes populaires mais qui peine à pénétrer ces milieux? Pour tenter de donner quelques éléments d'analyse, il est d'abord nécessaire de rappeler quelques éléments historiques.

De l'émergence du Front de Gauche à aujourd'hui

Il est indéniable que les origines du Front de Gauche sont étroitement liées au combat contre le TCE en 2005 et qui a vu la victoire du camp anti-libéral sur les partisans du traité. Cette victoire est la conséquence du travail militant accompli par les *collectifs anti-libéraux* qui ont essaimé dans toute la France et qui ont pu gagner l'opinion pourtant largement matraquée par la propagande des médias aux ordres du capitalisme et de ses valets socio-libéraux.



**ETAT D'URGENCE...
URGENCE QU'ILS PARTENT!**

L'engagement dans ces collectifs de la Coordination Communiste, qui revendique résolument une sortie de l'Union Européenne, s'appuyait sur le fait que (cf. Chantiers n°7, mai 2005) « s'arc-bouter sur cette revendication et obliger tout le monde à se ranger à cette position, nous conduirait à nous isoler, à provoquer le rejet. La réalisation de notre revendication a beaucoup plus de

SUITE PAGE 5

« Rebsamen », le projet de loi « El Khomri » en offrant au grand patronat, par l'inversion de la hiérarchie des normes, un pouvoir absolu libre de toute contrainte légale, entièrement dédié à la préservation des taux de profits et à l'augmentation des dividendes versés aux actionnaires, s'inscrit dans la feuille de route établie par Denis Kessler le 4 octobre 2007 dans le magazine « Challenges » : « *Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la résistance. (...) Les annonces successives des différentes réformes peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la sécurité sociale, paritarisme... A y regarder de près on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952 sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* »

Détruire la protection sociale, en terminer avec le régime de retraites par répartition et la solidarité intergénérationnelle, au profit des assurances privées et des fonds de pension, mener à bien l'entreprise de démolition du Code du Travail commencée sous l'ère Sarkozy. Bref, détruire les protections et les droits des travailleurs obtenus par des luttes exemplaires et des sacrifices de tous les instants et rétablir le patronat dans l'entière de ses privilèges.

C'est aussi le but inavoué de ce gouvernement parjure entièrement dévoué à la bourgeoisie réactionnaire, au grand patronat revanchard, à ceux-là mêmes qui, dans les années trente, ont fait appel à l'Allemagne nazie pour tenter par la terreur et les armes, de réduire la classe ouvrière au silence et à la soumission. Ceux-là mêmes qui, hier, ont préféré « Hitler au Front Populaire » et, aujourd'hui, signent des deux mains le pacte de stabilité, véritable manifeste du patronat allemand.

La soumission volontaire aux diktats de l'U.E.

En accédant à la présidence de la Commission Européenne, José Manuel Barroso a clairement défini l'objectif : faire de l'Europe la zone la plus compétitive du monde, c'est-à-dire la zone des meilleurs taux de profits. Parvenir à cet objectif signifie en clair faire baisser le « coût du travail » en baissant les salaires et en supprimant le maximum de contraintes pour les entreprises. En laissant les

maines libres au grand patronat.

Comme les lois « Macron » et « Rebsamen », comme toutes les autres lois qui rendent le quotidien des travailleurs chaque fois un peu plus difficile, la loi « El Khomri » s'inscrit dans la constitution européenne et dans la directive temps de travail 2003/88 qui ont pour objectif de veiller à ce que les Etats membres assurent aux entreprises « les conditions nécessaires de compétitivité » et qui « recherche la flexibilité de la main d'œuvre et du marché du travail ».

Le programme est clair. Pour atteindre cet objectif de compétitivité maximale, c'est-à-dire de taux de profit les plus élevés possibles, l'Union Européenne et les Etats membres, ou plus exactement le grand patronat européen, sont lancés dans une course sans fin. Vers des salaires toujours plus faibles, une durée du travail toujours plus longue, un marché du travail toujours plus flexible, avec des travailleurs toujours plus précaires, jetables, soumis à une insécurité sociale grandissante qui tend à devenir la norme pour les nouvelles générations. En parallèle vient se greffer la suppression du SMIC, la réduction des allocations-chômage, la privatisations des services publics et la destruction du statut de fonctionnaire ainsi que la suppression du régime de retraite au profit des fonds de pension et des assurances privées, la fraude fiscale organisée qui préfigure la suppression, à terme, des impôts pour les multinationales.

C'est à cette volonté de « libération des entreprises », d'émancipation du grand patronat, que répond la loi « El Khomri ». Le seul objectif en est la préservation du profit maximum immédiat dans la zone euro. Comme un médicament de la dernière chance destiné à sauver le capitalisme agonisant.

La loi « El Khomri » de casse du Code du Travail n'est pas une exception. C'est la déclinaison française des oukases du conseil d'administration du patronat européen que sont l'Union et la Commission européennes dont Pierre Moscovici, membre du PS et ministre de l'économie dans les gouvernements Ayrault et Ayrault II, en est le commissaire aux affaires économiques et financières, à la fiscalité et à l'union douanière.

Selon la Commission Européenne « les réformes menées récemment n'ont donné aux employeurs que peu de possibilités pour déroger aux accords de branche. Cela limite la capacité des entreprises à moduler leurs effectifs en fonction de leurs besoins. Il conviendrait d'accorder aux branches et aux entreprises la possibilité de déterminer de façon flexible, au cas par cas et après négociations avec les par-

tenaires sociaux, s'il y a lieu de déroger à la durée légale du travail de 35 heures par semaine (...) Très peu d'entreprises ont fait usage des nouveaux dispositifs permettant un assouplissement des conditions de travail dans le cadre d'accords d'entreprise. Ce dispositif devrait être revu afin de donner plus de latitude aux entreprises pour adapter les salaires et le temps de travail à leur situation économique ».

C'est à cela que répond la loi « El Khomri ». Soumission volontaire aux diktats de l'UE et dévotion aux intérêts de Total, PSA, Danone, Bouygues, de la BNP, de la Société générale... mais aussi de la Deutsche Bank, de Volkswagen, de Bayer, de Krupp et beaucoup d'autres encore comme le démontre la recommandation du Conseil Européen du 14 juillet 2015 dans laquelle on croit reconnaître à s'y méprendre le projet de loi de la ministre du Travail : « *Le coût du salaire minimum reste élevé [...] Le salaire minimum devrait évoluer d'une manière plus propice à la compétitivité [...]. La France devrait prendre des mesures résolues pour supprimer les seuils réglementaires prévus par le droit du travail [...]. Réviser le cadre juridique régissant les contrats de travail pourrait aider à réduire la segmentation. (...) Les branches et les entreprises ont la possibilité de déterminer de façon souple, au cas par cas et après négociations avec les partenaires sociaux, à quelles conditions il y a lieu de déroger à la durée légale du travail de 35 heures par semaine [...]. Des mesures structurelles sont nécessaires pour garantir la soutenabilité du système. En particulier, les conditions d'éligibilité, la dégressivité des allocations et les taux de remplacement pour les salaires les plus élevés devraient être réexaminés par les partenaires sociaux chargés de la gestion du système. »*

Initié par le tandem Sarkozy-Fillon, mis en place par le gouvernement Hollande-Valls sous l'égide d'Angela Merkel et de Barak Obama, le projet de loi de casse du Code du Travail, s'inscrit dans le cadre du Traité constitutionnel européen, devenu après la trahison des députés félons réunis en congrès à Versailles en 2007, le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne. Il s'inscrit dans la logique de guerre contre le salaire que représente le « modèle allemand » qui, grâce aux lois Hartz, offre sur place au patronat allemand une main d'œuvre quasiment gratuite sans être obligé de déplacer les moyens de production dans un ou des pays périphériques.

Pour vous abonner, envoyez vos coordonnées accompagnées d'un chèque de 10 euros à l'ordre de la Coordination Communiste - 52 Allée du Lotus Bleu, 59650 V. d'Ascq



Le marchepied du TAFTA

Outre les reculs sociaux qui renvoient les travailleurs plus de cent ans en arrière, la loi « El Khomri » de casse du Code du Travail vise une modification profonde des conditions de licenciements. En effet, le texte valide un nouveau périmètre d'appréciation du motif économique de licenciement. Selon le texte, le secteur géographique de référence deviendrait national, avant probablement de devenir régional, compte tenu des nouvelles compétences offertes aux régions et surtout des pouvoirs conférés aux proconsuls que sont les présidents de Région par la loi « NOTRe ».

Jusqu'à présent, les juges appréciaient le bien fondé de licenciements ou de la fermeture d'une filiale en fonction de la santé économique du groupe. Mais avec le projet de loi « El Khomri » les juges devront uniquement et iniquement considérer la situation de la filiale sur le territoire national. Cela signifie qu'un groupe multinational dont le siège se trouve à l'étranger pourra licencier ou fermer sa filiale française afin de s'installer dans un pays à la main d'œuvre bon marché parce qu'elle n'obtient pas un retour sur investissement suffisant (taux de profit) ou ne dégage pas les marges exigées par les actionnaires.

Il ne s'agit pas là, comme le prétendent patronat et gouvernement, d'une simplification ou

d'un ajustement technique. Cette loi est une adaptation avant l'heure au TAFTA négocié en secret depuis 2013 par l'UE et les Etats-Unis. Ce traité Transatlantique que l'Union européenne s'apprête à signer fait peser de lourdes menaces sur les droits sociaux des travailleurs. En effet, les multinationales pourront traîner en justice des Etats ou des collectivités devant des tribunaux privés et imposer ainsi leur loi et faire valoir leurs « droits ». C'est à cela que prépare la loi de casse du Code du Travail car les lois actuelles, encore contraignantes, ne permettent pas (suffisamment) d'obliger un pays à accepter toutes les contraintes économiques, sociales et sociétales imposées par les grands groupes multinationaux. D'où l'inversion de la hiérarchie des normes, la baisse des droits des privés d'emploi, la volonté de refondre les branches professionnelles et les conventions collectives.

Et cela ne se fait pas, ne peut pas se faire sans heurt, sans résistance, d'où la nécessité d'intimider et de casser ceux qui refusent cette dérive autoritaire, ce renforcement du pouvoir de la bourgeoisie déclinée à travers les attaques contre les militants syndicaux notamment chez Air France et Good Year.

La dislocation de la classe ouvrière

Combiné aux diktats du conseil d'administration du grand patronat européen qu'est l'U.E.

et au Traité de grand marché transatlantique en gestation, le projet de loi porté par le Ministre du travail conduit à la dislocation de la classe ouvrière, entreprise par entreprise.

L'Etat-arbitre (qui était l'expression du rapport de force entre les classes et avait permis d'arracher des conquêtes dans la période historique précédente) cède sa place au profit des « parties contractantes libres » que sont - dans l'entreprise - le patron face à l'ouvrier. Evidemment cette « égalité » des parties n'existe pas et, au vu du rapport de force, laisse la haute main au patron. On voit là à quel point la perte de l'URSS et du camp socialiste a libéré le capital de sa peur du communisme qui l'avait contraint à des concessions. La hiérarchie des normes disloque la négociation collective au niveau de l'entreprise, ce qui est la parcellisation de la classe ouvrière (classe de moins en moins consciente d'elle-même et de ses intérêts), le tout au nom de la « démocratie » et du « rapprochement des décisions au plus près du terrain ». Cette « démocratie-là », capable de faire appel par exemple au référendum d'entreprise pour contourner des représentants du personnel majoritaires est une attaque directe contre les syndicats en particulier et les « corps intermédiaires » en général, c'est-à-dire contre l'idée d'une démocratie de représentants, contre une démocratie organisée.

L'importance de la question paysanne pour les communistes

Les frondes paysannes des derniers mois fournissent des éléments qui démontrent une volonté, organisée par le Capital, de sacrifier des milliers de producteurs, cultivateurs et éleveurs, pourtant si importants à la marche de l'économie française. En subventionnant à coup de milliards la production intensive, la PAC (politique Agricole Commune de l'Europe) a multiplié les gros capitalistes qui ont broyé des milliers de petites exploitations familiales.

Pendant que des milliers de paysans s'endettaient pour tenter de survivre dans cette jungle libérale, des empires se constituaient et de nouveaux seigneurs apparaissaient en s'accaparant de milliers d'hectares, devenant ainsi de véritables industriels de la terre. Par l'élevage intensif, ils sont aujourd'hui confrontés à la dérégulation des marchés imposée par la concurrence libre et non faussée, le cheval de bataille de l'Europe, et la mondialisation économique. La cerise sur ce gâteau rance fût la nomination à la tête du principal syndicat agricole de Xavier Belin, à la fois producteur, industriel et importateur qui n'agit que pour les « gros », à l'image de Pierre Gattaz dans l'industrie.

Le Capital qu'il soit industriel, financier ou foncier agit donc de la même manière; il nomme des hommes de main influents et bien libéraux, uniquement pour garantir des profits colossaux. La complicité entre les membres du gouvernement et les représen-

tants de ces corporations importantes et nécessaires au fonctionnement de l'économie nationale, démontrent une volonté ultralibérale commune.

Quand Gattaz entend saigner les travailleurs pour garantir les exigences de profits, ou quand Belin entend saigner les petits producteurs et éleveurs sacrifiés par la dérégulation des prix, ils agissent comme Draghi avec la monnaie européenne, c'est uniquement pour permettre le profit maximum d'une minorité, qu'elle soit industrielle ou propriétaire terrienne.

La question paysanne est une question nationale, mais elle ne peut être abordée qu'en partant des réalités locales pour en comprendre les conséquences. Le paysan des Flandres n'est ni celui de la Beauce ou de Bretagne ni celui des Alpilles ou du Massif Central. D'une part, les productions sont différentes, d'autre part les mentalités sont différentes. La contestation des industriels de l'élevage breton ou du grenier beauceron n'a rien à voir avec celle des petits éleveurs de montagne ou des maraichers charentais. D'un côté le productivisme décomplexé, de l'autre la recherche d'une qualité des produits. Certes tout le monde veut gagner de l'argent et s'agrandir, mais les méthodes sont différentes car les esprits sont différents; les lieux façonnent les hommes autant que ceux-ci les ont façonnés.

Pour nous communistes, la question de l'agri-

culture est fondamentale, car ce sont les paysans qui nourrissent le peuple. Pour nous communistes, la production paysanne nationale est aussi importante que la production industrielle nationale, car si le sidérurgiste produit l'acier qui fait la charrue, le paysan produit la nourriture du sidérurgiste.

La Faucille et le Marteau sont donc indissociables et complémentaires, ils sont bien le symbole de cette unité de fait si malmenée par le capitalisme et le libéralisme qui par nature conduisent à l'anarchie dans la course aux profits. Qu'on ne s'y trompe pas, les milliards injectés pour maintenir à flot la « compétitivité » de l'agriculture française n'ont servi qu'à renforcer les plus gros au détriment des petits, et la dérégulation des prix dont les grandes surfaces achèvent le processus.

Le gros souci qui vient, c'est le nouveau marché transatlantique (TAFTA). Si aujourd'hui des capitaux étrangers investissent en masse pour racheter des milliers d'hectares, parfois le double de leur valeur réelle au détriment de centaines d'autres paysans, c'est bien en prévision de ce nouveau marché de près d'un milliard de personnes à nourrir, ce n'est pas pour la beauté de nos paysages. Ces nouveaux spéculateurs n'ont rien à faire de la souveraineté alimentaire du pays!

Le rôle des communistes est d'empêcher cet accaparement ultralibéral des terres agricoles, de défendre le repartage des terres pour y faire vivre des familles, pour y produire de la qualité accessible à tous, pour maintenir la souveraineté alimentaire nationale. Le paysan doit vivre de la terre qu'il travaille!



37^{ème} Congrès: Mutation bis au Parti Communiste français?

Une dialectique bloquée entre front et parti...

Le 37^{ème} congrès du PCF (juin 2016) marque le point culminant d'une situation de blocage entre la nécessité de survivre à un déclin aux longs cours et l'inexorable évolution de sa nature de classe. Le célèbre Parti de la classe ouvrière né au Congrès de Tours en 1920, avant-garde bolchévisée des luttes de classe en France tout au long du vingtième siècle, est encore composé aux deux tiers d'ouvriers et d'employés à sa base (à l'image de la population active française), mais a vu ses cadres se déprolétarianiser à grands pas depuis au moins la « mutation » des années 2000 accomplie par son secrétaire général liquidateur de l'époque : Robert Hue. Les ouvriers qui y étaient encore majoritaires dans les années 90, n'en représentent à présent même plus un quart, alors que les cadres et les enseignants ont acquis progressivement une position dominante.

Aux commandes donc, une direction dominée par une petite bourgeoisie à tendance antilibérale, qui, diffusant jusqu'au ridicule les habituelles illusions, tend à suivre d'une part jusqu'à un certain point le PS dans sa dérive sociale-libérale, et cautionne d'autre part une construction européenne impérialiste pourtant de plus en plus impopulaire, dans le cadre du Parti de la Gauche Européenne (PGE).

Une stratégie mortifère, celle de la « gauche plurielle », avait consisté à l'époque de Robert Hue, à suivre le PS souvent dès le premier tour des élections, et envoyer des ministres communistes cogérer la politique patronale de privatisation pilotée par le socialiste Lionel Jospin. Mais la victoire très « prolétarienne » du NON à la Constitution Européenne en 2005 (campagne dans laquelle le PCF fut central malgré ses illusions sur « l'Europe Sociale »), puis la formation d'un front politique hostile au front euro-libéral UMP, le Front de Gauche, avaient impliqué le PCF dans une stratégie beaucoup plus autonome vis-à-vis du PS, quoique encore dominée par une tendance « social-démocrate de gauche » dont on connaît l'issue, en absence de force communiste rompue à la lutte anti-réformiste, si on regarde du côté de la Grèce (SIRIZA)...

La candidature Mélenchon aux présidentielles

de 2012 en fut le moment le plus révélateur, avec un regain très net de l'intérêt populaire pour les enjeux politiques, et un score bien au dessus des scores habituels à gauche du PS.

Mais il fallait encore « assumer » les conséquences matérielles de ce divorce d'avec le PS, la non réélection de communistes par accords PS-PCF dans les élections locales, et les rivalités d'hégémonie entre le PCF et les autres composantes sociale-démocrates dans le Front de Gauche... C'est dans ce contexte que la direction du PCF tente aujourd'hui d'emporter l'adhésion la plus large sur une ligne que nous jugerons comme beaucoup intenante : celle des « primaires à gauche ».

Prêt à toutes les concessions pourvu que le PCF regagne ses sièges et ses financements perdus, Pierre Laurent milite pour des « primaires » avec des socialistes et Verts pour la présidentielle 2017, dont il serait absurde de nier le poids hégémonique aujourd'hui encore. S'il n'était pas opposé dans un premier temps à une « primaire avec Hollande, mais sans son programme » (!!), il se prononcera ensuite, au vu de l'ampleur des agressions gouvernementales sur les travailleurs, pour une version plus prudente : Oui à des primaires avec des candidats socialistes, mais « frondeurs » ou hostiles à la politique gouvernementale ! On peut se demander dans quelle mesure, après avoir montré autant d'hostilité à l'égard de l'ex-socialiste Jean-Luc Mélenchon (qui a, lui, rompu concrètement avec le PS plutôt que d'y demeurer une caution de « gauche » fût-elle frondeuse), Pierre Laurent prêterait à des candidats restés socialistes plus de vertus antilibérales, sauf à voir dans cette ligne une volonté éhontément électoraliste de regagner des sièges, à des milliers de kilomètres des véritables enjeux politiques chez les travailleurs de ce pays, et des luttes immédiates contre les agressions patronales et gouvernementales. Bref, un retour (recul) à peine masqué vers une forme de « huïsme ».

A la base et dans l'opposition à la direction, quatre textes alternatifs seront opposés à celui de la direction, lors de ce Congrès. Ils ont en commun de s'opposer à ce recul irresponsable des « primaires à gauche », qui veut résumer les discussions du congrès à de

simples enjeux électoraux l'année prochaine... alors que les luttes populaires jaillissent aujourd'hui de toutes parts et dans l'urgence contre la classe dominante et ses suppôts au gouvernement, autour de l'épicentre anti-loi El Khomri.

Parmi eux, le texte « Pour une politique communiste » n'est que l'expression d'une tendance trotskiste interne (« La Riposte »), donc le symptôme d'un affaiblissement organisationnel de l'appareil à mesure qu'il bascule dans la sociale-démocratisation. Rappelons à ce titre que les « tendances » (vieux revendication trotskiste) restent officiellement interdites dans ce parti de tradition léniniste de « centralisme démocratique », même si la « tolérance » voire l'instrumentalisation de tendances trotskistes peuvent permettre aujourd'hui à la direction sociale-démocrate de neutraliser toute velléité de reconquête communiste de l'intérieur. Les trois autres textes ne caractérisent pas pour leur part des tendances structurées comme « La Riposte » mais des réseaux ou des plates-formes de personnalités et sections voulant se faire entendre lors d'un Congrès, pourvu qu'ils rassemblent suffisamment de signatures.

Le texte 4 « Reconstituons le parti de classe ! Priorité au rassemblement dans les luttes » se situe dans sa ligne à l'un des deux pôles de la contradiction bloquant actuellement toute restructuration du PCF : Cette proposition formulée en partie par des sections et personnalités attachées à l'héritage communiste comme celle du 15^{ème} arrondissement parisien, a la particularité de refuser toute stratégie de front, à commencer par celle du Front de Gauche, dont elle fustige, en partie à raison, la perspective liquidatrice anticommuniste et sociale-démocrate. Elle regrette l'hégémonie perdue du Parti dans les luttes de classe, et n'envisage que le « rassemblement dans les luttes », autour du PCF, écartant toute tactique de Front.

A l'autre pôle de la contradiction, nous avons la situation inverse: Opposés à la ligne pro-PS et anti-FdG du secrétaire général, les auteurs du texte 1 « L'ambition communiste pour un Front de Gauche populaire et citoyen » se rassemblent autour du même constat : Pour dépasser la crise du PCF il faut maintenir fermement l'opposition anti-PS qu'incarnerait légitimement le Front de Gauche dans un premier temps, contre toute réédition d'une nouvelle « gauche plurielle ». Mais ce constat s'accompagne d'une vision du front très naïve consistant à rechercher aujourd'hui de nouvelles formes d'organisation politique contre une forme « parti » jugée dépassée. Cette position n'est pas nouvelle et elle a en réalité été tentée maintes fois dans l'histoire des tendances liquidatrices et antiléninistes à l'intérieur du parti. Il s'agit d'enlever au parti ses armes organisationnelles (autour du centralisme démocratique capable de protéger le parti des travailleurs des assauts multiformes de la bourgeoisie), et de le dissoudre dans un front qu'il faudrait aujourd'hui « décartéliser ». Ce texte ferait donc du « recul tactique » assez logique de 2012 au profit du candidat Mélenchon, une stratégie en soi, une sorte de recul stratégique perma-

nent, ce qui reviendrait à nier purement et simplement le rôle idéologique et stratégique des communistes dans les fronts politiques, qu'ils y soient majoritaires ou momentanément minoritaires. N'est-ce pas l'hégémonie d'un Parti Communiste qui a permis à un front révolutionnaire de réveiller la Chine populaire ? à un front de libération nationale de donner au Vietnam, à Cuba comme à d'autres pays, un gouvernement révolutionnaire stable ? à un Front Populaire de repousser la menace fasciste et de donner à la classe ouvrière ses conquêtes les plus illustres en France par exemple ? à un Conseil National de Résistance d'amplifier ses conquêtes sociales, aujourd'hui encore attaquées de toutes parts ?

Entre ces deux pôles, le texte 3 « *Unir les communistes, le défi renouvelé du Parti Communiste* » fournit des axes de réflexion souvent très justes, face au texte liquidateur de la direction contre lequel il ne peut avoir le poids suffisant (la multiplicité des textes alternatifs renforçant cette impossibilité d'ailleurs).

L'hostilité vis-à-vis du Front de Gauche cache mal une incapacité fondamentale à concéder momentanément des reculs tactiques pourtant nécessaires dans un contexte où les communistes doivent se reconstruire à partir de forces très rudimentaires. Mais les auteurs posent de notre point de vue les bonnes questions et les bons slogans de fond dans l'urgence de la situation actuelle : Sortie de l'Union Européenne, de l'Euro, de l'OTAN, opposition aux guerres prédatrices de l'impérialisme français et européen en Libye, en Syrie, et ailleurs,... accompagnent une réaffirmation de la nécessité historique des com-

munistes et plus généralement d'une réaffirmation de la classe ouvrière dans les luttes, dans le cadre de la construction d'un nouveau Front Populaire.

Il caractérise à juste titre le FN comme « *version adaptée du fascisme à l'époque de la mondialisation* », contre lequel la lutte doit être résolue, en tant qu'arme ultime des impérialistes pour écraser les masses populaires : la lutte antifasciste étant partie intégrante de la lutte anticapitaliste du point de vue des communistes.

La reconstruction du PCF comme parti révolutionnaire, des travailleurs, passe dans ce texte par la reconstruction plus générale d'un grand front populaire au sein duquel le PC aura une position centrale par ses engagements, son renouement avec les cellules d'entreprises notamment, et une position plus affirmée vis-à-vis du front de lutte syndical.

A l'évidence ce dernier texte (n°3) représente la meilleure articulation de cette double nécessité d'une reconstruction communiste en parti organisé et d'une construction large d'un front populaire sans lequel le parti ne pourrait rien. L'attitude des camarades engagés dans cette proposition, ceux de la Fédération du Pas-de-Calais, de la section de Vénissieux pour ne citer que ces exemples, est révélatrice de cette nécessité de dialogue entre communistes « de l'intérieur » et communistes « hors PCF » qu'ils mettent en pratique par ailleurs, à travers ces multiples tentatives récentes (les Assises du Communisme, l'Association Nationale

des Communistes, formes dans lesquelles par ailleurs notre RCC est partie prenante).

L'existence d'un tel texte alternatif, mais aussi le texte alternatif n°4 qui se situe également dans la réflexion sur la « reconstruction » d'un PC révolutionnaire, est en soi un excellent signe de vitalité du mouvement communiste dans le pays, tranchant avec une période pas si lointaine où l'anticommunisme ambiant condamnait par avance toute inspiration des luttes passées et de l'héritage historique du PC. Nous sommes convaincus que leurs auteurs et signataires de ces textes sont à l'avant-garde à l'intérieur du PCF dans le combat que nous voulons mener, avec y compris les communistes ayant rompu avec une direction incurablement social-démocratisée, hors du PCF, dont nous sommes en tant que RCC, pour la reconstruction d'un véritable parti communiste révolutionnaire permettant de satisfaire les exigences profondes et urgentes du peuple !



Quel avenir pour le Front de Gauche? (suite de l'article à la Une)

possibilités d'aboutir en cas d'une victoire du NON que dans le triomphe du OUI ».

Cependant, les perspectives tracées par cette victoire n'ont malheureusement pas réussi à faire émerger une candidature unique aux présidentielles de 2007. En lieu et place, ce camp anti-libéral est parti en rangs dispersés et a subi l'échec cuisant que nous connaissons avec l'élection en prime de Sarkozy.

Une nouveauté cependant: la fracture entre libéraux et antilibéraux traversait également la social-démocratie et en particulier le PS et les Verts. En novembre 2008, La sortie de Marc Dolez et Jean-Luc Mélenchon du PS pour créer le Parti de Gauche en est une conséquence. Cependant, ils n'ont pas réussi à entraîner avec eux tous ceux qui se revendiquaient de ce camp dans leur parti et qui représentent notamment aujourd'hui « les frondeurs ».

L'émergence du Front de Gauche (qui regroupe PCF, PG, ...), et c'est peut être là une des causes mêmes de sa non-réussite, coïncide avec les élections européennes de 2009 (pour lesquelles la Coordination Communiste a appelé au boycott car l'UE reste une construction antisociale, impérialiste,

réactionnaire et fascisante). Le front de Gauche est d'abord une machine électorale qui a été pensée par le haut.

A propos de la position de la Coordination Communiste, rappelons Lénine sur la tactique du front unique; la constitution d'un front est une des tactiques possibles pour conduire la stratégie car une fois la stratégie banalisée, il faut aussi des médiations tactiques (luttes, syndicats, élections, ...) articulées à la stratégie. **Ces tactiques permettent d'aller à l'encontre de deux dérives possibles : la déviation gauchiste** qui se traduit par le refus systématique de tout front unique sous prétexte de ne pas se compromettre avec les réformistes (position qui a pour conséquence de se couper des masses) ; **la déviation droite** qui confond stratégie et tactique : le front est une tactique ... le Front de Gauche peut constituer un espace permettant de construire une résistance, une opposition aux politiques libérales et sociales-libérales, à la fascisation de la société. Mais comme le disait aussi Lénine : « *tactiques d'alliances politiques mais sans illusions et surtout menées sans discontinuer la critique de son ou ses alliés et l'agitation et la propagande pour ses idées* ». Il ne faut pas con-

fondre accords, compromis tactiques temporaires d'un côté et stratégie de l'autre. En somme nos positions se fondent sur le principe marxiste de « l'analyse concrète d'une situation concrète »...

En 2010, le Front de Gauche présente des listes aux Régionales. Dans le Nord Pas-de-Calais, la liste *l'Humain d'Abord* obtiendra un résultat plus qu'honorable. La Coordination Communiste, partie prenante de cette campagne et engagée dans la liste *l'Humain d'Abord* a mis ses forces dans cette bataille et a présenté un candidat : tout en indiquant que « *l'action de masse est plus importante que l'action parlementaire* », Lénine n'oppose pas luttes, grèves et participation aux élections, et se prononce en général pour la participation à celles-ci : « *tant que vous n'avez pas la force de dissoudre le parlement bourgeois et toutes les autres institutions réactionnaires, vous êtes tenus de travailler avec ces institutions* ». Pour notre organisation, l'enjeu tactique de construction d'un front antilibéral regroupant toutes les formes de résistance aux ravages du capitalisme n'est donc pas en contradiction avec l'objectif stratégique de reconstruction d'un Parti Communiste, pour peu que l'on n'avance pas

masqué ! L'idée sous-jacente est d'œuvrer à transformer progressivement ce front antilibéral en véritable front de résistance populaire.

Ainsi cette dynamique des Régionales a pu servir de point d'appui pour les élections présidentielles de 2012. Il est clair que la ligne anti-libérale, s'appuyant sur un programme contenant des propositions résolument progressistes, de plus porté par Jean-Luc Mélenchon dont les qualités de tribun sont indéniables, ont fait émerger un réel espoir dans ce pays, au vu des succès importants des marches et des meetings organisés. Nous écrivions en mars 2012: « *Depuis la bataille victorieuse du NON au traité constitutionnel européen, une ligne de démarcation sépare d'un côté les tenants du libéralisme économique d'un marché sans entrave qui accompagne les capitalistes dans la réalisation du profit maximum, et de l'autre, ceux qui s'interrogent sur cette contradiction du capitalisme et qui tentent de replacer l'humain, le consommateur dans un autre rapport de force face au marché. Certes, ce n'est pas forcément de l'anticapitalisme, c'est au moins de l'antilibéralisme. Mais de cet antilibéralisme est né un mouvement qui a débouché sur la création du Front de Gauche qui en se développant interroge ce système et se rapproche de l'anticapitalisme.* »

Les résultats de cette élection n'étaient certes pas à la hauteur des espoirs mais un cap avait été franchi car en agissant de manière unitaire « la gauche de la gauche » représentait une force en devenir.

Depuis 2012, cette unité d'action s'est effilochée au gré des décisions non concertées des composantes du Front de Gauche et en particulier du PCF et du PG.

La crise au sein du Front de Gauche : des divergences irréversibles ?

La principale raison de la crise est d'abord liée à celle qui lui a donné naissance: le Front de Gauche est pensé comme une machine électorale qui devrait instantanément être la force majoritaire de Gauche devant le PS. Par quel miracle?

Or des divergences profondes sont apparues sur les stratégies d'alliance du PCF et du PG lors des municipales de 2014. Alors que le PG prêche ouvertement pour un rapprochement avec les Verts (partie prenante du gouvernement PS), le PCF s'engueule à n'en plus finir dans la position insoutenable d'alliances au cas par cas avec le PS. Le tremplin offert par les présidentielles a ainsi été galvaudé par un manque de clarté idéologique de rupture avec les socio-libéraux. Cette pseudo-tactique mortifère a été, de manière diffuse, amplifiée aux Régionales. **L'absence d'une stratégie nationale de construction d'un véritable front anti-libéral et antifasciste s'appuyant à la fois sur les classes**

moyennes paupérisées et les classes populaires est le véritable facteur d'échec à ces élections. Cela est d'autant plus grave et impardonnable que le Front National surfe sur la victoire populaire de 2005.

Des divergences de positionnement politique sont devenues de plus en plus apparentes: sur la crise grecque et sur l'Europe, les positionnements de Mélenchon gênent aux entournures le PCF et le PG (même si celui-ci n'envisage pas clairement une sortie de l'UE, il est plus tranché sur la question de l'Euro). Le PCF critique fortement Mélenchon de part sa médiatisation (liée à sa candidature de 2012), ses positionnements non concertés mais justes à nos yeux: critique de la politique guerrière de la France, critique ouverte de l'UE (évoquant même l'idée de désobéissance), soutien à la Syrie Laïque, soutien à la Russie. Il n'hésite pas à exprimer sa sympathie à Hugo Chavez, à Cuba,...

C'est donc dans un contexte de méfiance généralisée, que Mélenchon jette le pavé dans la marre en annonçant sans concertation avec les forces du FdG sa candidature aux présidentielles de 2017. Bien que l'on puisse s'interroger sur la forme, avait-il réellement le choix sur le fond? Car le piège mortifère de primaires à gauche auquel le PCF semblait donner crédit, aurait sonné le glas du Front de Gauche. Nous titrons à juste titre dans un tract: « *Non à toute primaire à gauche! Il nous faut un candidat unitaire de la gauche antilibérale SANS LE PS* » et de poursuivre plus loin « *Le mouve-*



ment progressiste et communiste de ce pays se trouve presque sommé, sous l'épée de Damoclès d'un nouveau 21 avril face au FN, de contribuer à cette mascarade pré-électorale qui n'a d'autre but que de faire adouber un candidat socialiste, qu'il s'agisse d'Hollande lui-même, de ses suppôts ou d'un quelconque « frondeur » ayant invariablement appuyé ses contre-réformes et agressions anti-populaires au Parlement. Il ne faut pas rêver : le rapport de force est encore bien trop favorable au PS pour espérer en voir sortir un candidat de la vraie gauche, c'est-à-dire nettement et clairement séparé de ce parti. Or ce sont bien les forces coalisées de la droite et du PS qui ont contribué à l'ascension électorale foudroyante du parti fasciste, par leur politique de guerre antisociale et islamophobe, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, et de promotion média-

tique intentionnelle de son égérie Marine Le Pen. Le remède ne peut être trouvé dans les ingrédients du poison ! »

Et de conclure : « *La candidature de Mélenchon doit être une arme pour déjouer tous les pièges tendus pour remettre le couvercle sur la formidable victoire populaire du NON au référendum sur le TCE de 2005 qui a clairement délimité les deux côtés de la barricade : le côté des partis libéraux et fascistes du grand capital (droite, socialiste et fasciste) et le côté du mouvement ouvrier, paysan et du peuple.* »

Oui, si sur la forme, cette candidature est discutable, ce coup de pied dans la fourmière a le mérite de couper court à toute velléité de rapprochement avec le PS. Cependant, il faudra travailler pour que cette candidature soit aussi celle du Front de Gauche.

Perspectives

En annonçant sa candidature, Mélenchon a ouvert la voie à des perspectives intéressantes, car celle-ci rompt clairement avec le PS. **Cette rupture avec le PS et les socio-libéraux, est une condition nécessaire** mais pas suffisante à la construction d'un véritable mouvement alternatif de gauche.

Une deuxième condition concerne l'enracinement de ce mouvement dans les classes populaires: que ce soit sur le discours ou les revendications et propositions, le FdG n'attire que les classes moyennes même si elles se sont paupérisées. Il doit mettre en œuvre une stratégie de conquête des milieux populaires, seule manière d'affronter le Front National... Pour cela, **il doit avancer sur la question de l'UE, cette machine à broyer les peuples et de ses instruments que sont l'Euro et l'OTAN.** C'est par l'enracinement dans les milieux populaires (base d'enquête), qu'il sera possible de développer un programme électoral à la hauteur des espérances des plus démunis et des plus fragiles. C'est par l'enracinement dans les milieux populaires qu'il sera possible de construire un mouve-

ment populaire de masse et de résistance au capitalisme.

Une troisième condition est le positionnement sur un certain nombre de questions qui touchent l'immigration et l'international. On ne peut pas se faire le porte-voix des plus fragiles et ne pas lutter contre les discriminations, l'islamophobie et le racisme. On ne peut pas se faire le porte-voix des peuples opprimés et ne rien dire sur la politique guerrière et impérialiste de la France. Il s'agit ici de forger l'unité de la classe ouvrière et du monde du travail devenus multicolores et multiculturels.

La coordination communiste continuera, comme elle l'a toujours fait, à porter haut et fort ces revendications au sein du Front de Gauche !

Congrès de la CGT: Un pas en avant!

La presse bourgeoise s'en est fait l'écho, à sa manière : « *CGT : une ligne de plus en plus à gauche toute* » titrait le *Figaro* le 19 avril, le même journal allant ensuite jusqu'à titrer le 21 avril d'un provocateur « *Le doigt d'honneur de la CGT à la CFDT au syndicalisme rassemblé* ». « Gauchissement », « raidissement »... l'affaire de l'affiche dénonçant les violences policières venant-là comme preuve ultime de cette évolution de la CGT.

Il y a là bien sûr de l'exagération, visant à dénoncer sur un mode péjoratif la « radicalisation » (le terme choisi par un titre du journal *Le Monde*) de la première organisation syndicale de travailleurs du pays. Mais nous, nous ne pouvons le voir que comme un signe de bonne santé de la CGT; ce serait plus inquiétant si le syndicat ne recevait que des louanges de la part de cette presse aux ordres du MEDEF.

Le 51^{ème} congrès de la CGT a en effet été marqué par l'expression de la combativité des délégués, mais aussi – ce qui est un bon signe de vitalité – par la montée des critiques contre certaines orientations, critiques de plus en plus fortes qui obligent la direction à en tenir compte.

Il en est ainsi du « syndicalisme rassemblé », concept daté du 45^{ème} congrès en 1995 qui théorise la nécessité de l'alliance permanente avec les autres organisations syndicales (c'est-à-dire surtout avec la CFDT, deuxième organisation syndicale des travailleurs), sous prétexte du « besoin d'unité ». Alors que les besoins objectifs de la lutte des classes poussent au contraire à la constitution d'un **front du refus** autour de revendications. Rien ne sert en effet de crier « unité » à tout prix, si cela ne construit qu'une unité factice sur des revendications minimalistes, comme on vient de le voir encore autour de la loi travail: début mars une réunion intersyndicale large débouchait sur un accord *a minima* ne dénonçant que quelques points du projet de loi El Khomri (notamment le plafonnement des indemnités prudhommales), points sur lesquels le gouvernement fera par la suite de nouvelles propositions dans l'optique justement de détacher la CFDT et les autres organisations comme l'UNSA, la CFTC ou la CGC; heureusement que parallèlement, une autre configuration intersyndicale autour de la CGT, FO, SUD/Solidaires et les organisations de jeunesse se réunissait pour mettre en place la mobilisation pour le retrait du projet de loi.

Le « syndicalisme rassemblé » a ainsi été fortement critiqué, davantage encore qu'au 50^{ème} congrès, obligeant d'ailleurs Philippe

Martinez, le secrétaire général, de concéder dès son rapport d'ouverture (car la montée de la critique, au vu de la pratique de la CFDT, était prévisible) « *l'erreur que nous avons fait ces dernières années en favorisant peut-être nos relations avec la CFDT au moment de l'accord puis de la loi sur la représentativité. On peut avancer avec certains durant une période parce que nous sommes d'accord sur un sujet. Cela ne doit pas en faire un partenaire privilégié.* » Cela n'a pu déboucher toutefois sur une remise en cause de l'orientation sous-tendue par le « syndicalisme rassemblé », le rapport de force n'ayant pas permis d'imposer – comme des délégués le demandaient – un vote séparé sur cette question.

La stratégie des luttes : reconduction, généralisation, blocage...

Le contexte de lutte contre le projet de loi El Khomri a polarisé les discussions, nombre de délégués exigeant un appel clair du Congrès, et précisément un appel à impulser une grève reconductible, c'est-à-dire ne s'arrêtant pas à la journée de grève du 28 avril qui était alors en préparation. Cet appel viendra par un texte proposé et voté dès le 3^{ème} jour, ce qui était aussi un moyen pour la direction de rester en osmose avec l'état d'esprit des délégués et d'éviter que cette question ne pourrisse le Congrès jusqu'au dernier jour.

Le contenu du texte est un modèle d'équilibre, exprimant ce qui pourrait être qualifiée de ligne « centriste » : radical dans la forme, mais attentiste quant au fond.

Le terme « reconduction » de la grève a été placé dans l'appel... à tel point que certains journaux (*La Provence* par exemple), mais aussi certains militants, lisant vite, ont voulu y voir un « appel de la CGT à la grève reconductible après le 28 avril ». En réalité, la CGT appelait à la « *tenue d'assemblées générales dans les entreprises et les services publics pour que les salariés décident, sur la base de leurs revendications et dans l'unité, de la grève et de sa reconduction* ». La nuance est de taille : Il s'agit là de renvoyer la responsabilité à la base, aux syndicats dans les entreprises.

Or, à la base, les militants ne veulent pas décider seuls, chacun dans son entreprise ou sa branche. Et d'autant plus que restent dans les mémoires militantes l'expérience d'échecs passés. Ainsi des raffineries que d'aucuns voudraient voir partir en « grève reconductible », c'est-à-dire lancer le mouvement, et ce d'autant plus qu'il s'agit là d'un secteur stratégique et que c'est de « blocage du pays » (donc de blocage éco-

nomique) que discutent les militants. Mais à l'automne 2010, lors du conflit sur les retraits, les ouvriers des raffineries s'étaient trouvés bien seuls dans le blocage reconductible et cela pèse sur les consciences encore aujourd'hui : l'évacuation le 22 octobre 2010 du piquet de grève de la raffinerie de Grandpuits (Seine-et-Marne), emblématique de la lutte, et l'absence de réponse par la généralisation de la grève, avait signifié la décrue du mouvement.

Il ne peut y avoir de « blocage du pays » par procuration. Le blocage, c'est la grève « générale », en ce sens qu'elle concerne tout le monde, et la « reconduction » de la grève générale, c'est la reconduction dans tous les secteurs professionnels, immédiatement. Ce qui nécessite un appel clair, central, qui entraîne tout le monde, qui fixe un objectif.

Il est de bon ton de dire, à la direction de la CGT, que la grève générale « ne se décrète pas ». « *La grève générale ne se décrète ni de Montreuil, ni d'ailleurs. Le mouvement se construit avec les salariés en assemblée générale* » disait Philippe Martinez dans son discours d'ouverture du Congrès. Or il se s'agit pas de « décret », il s'agit bien d'appel, à charge bien sûr aux militants sur le terrain de convaincre pour que les salariés se mettent en grève dans le cadre de cet appel.

De même, il ne s'agit pas d'atteindre la « généralisation » parfaite, pure, de la grève, à tous les secteurs, toutes les entreprises, pour reconduire le mouvement. Et la « reconduction » ne saurait être comprise comme la « répétition » de journées de grève à échéance régulière afin, justement, de gagner l'extension du mouvement, sa « généralisation ». Autant de termes piégés qui permettent à des directions syndicales attentistes de sembler « radicales » en parole, tout en évitant de prendre ses responsabilités dans la conduite du mouvement.

Du bilan d'activité au document d'orientation : la montée du NON

La montée de la contestation interne, au sein de la CGT, se lit également dans les résultats des votes. Le bilan d'activité de la CGT (couvrant donc l'activité syndicale depuis le 50^{ème} congrès en mars 2013) n'a été validé qu'avec 58,9% des mandats, 14,1% s'abstenant et 27% votant contre, ce qui fait du « contre » le score le plus élevé jamais enregistré. Le dernier « pic » de contre remontait au 49^{ème} congrès de décembre 2009, avec 21% (et seulement 71,3% de pour). Un tel désaveu lors de ce 51^{ème} congrès s'explique bien sûr par la volonté des



Mickaël Wamen, dirigeant CGT bien connu de Good Year Amiens, poursuivi par la justice patronale et condamné à la prison ferme

militants de sanctionner la direction mouillée dans le scandale Lepaon, qui a contraint la direction de la CGT de remplacer en cours de mandat en février 2015 son secrétaire général. On voit aussi le poids des turpitudes financières de Lepaon dans le score historiquement faible du POUR sur le rapport financier qui n'obtient que 64% des mandats.

Toutefois, si un profond renouvellement du Bureau confédéral a été opéré, écartant toute l'ancienne équipe autour de Lepaon, le vote final du document d'orientation, au 4^{ème} jour du Congrès, montre bien qu'il s'agit non pas simplement du rejet d'une équipe et de pratiques financières, mais d'une opposition à une orientation insuffi-

bas, 24% votant contre, et 19% s'abstenant.

D'autres questions, naturellement, pèsent aussi dans ce résultat : la question de la réforme des structures (danger de régionalisation) ou la question européenne, de plus en plus de militants CGT rejettent l'UE et, sur le plan syndical, la CES (Confédération Européenne des Syndicats), organisation réformatrice « partenaire social » de la Commission de Bruxelles; la CGT s'y est affiliée en 1999, 4 ans après avoir quitté la FSM (Fédération Syndicale Mondiale), Fédération du syndicalisme de lutte de classe.

La direction a également mal géré la nécessaire solidarité avec les victimes de la criminalisation du mouvement social. Certes les ex-Goodyear – dont huit sont menacés de

samment combative et encore trop incline au compromis avec les tenants du syndicalisme d'accompagnement (la CFDT, invitée au Congrès) voire avec la « gauche officielle » (le PS, lui aussi invité au Congrès!). Le document d'orientation n'a été approuvé que par 58,9% des mandats, score historiquement

prison ferme – avaient leur place au Congrès, mais celle-ci n'était pas à la hauteur de l'attaque subie. Il ne fallait pas les programmer le soir du 4^{ème} jour dans une séquence sur les libertés syndicales; ces symboles de la lutte et de la répression devaient avoir une place dès l'ouverture du Congrès, parce qu'un Congrès se doit d'être en phase avec les éléments les plus marquants de la période.

Et même si cela impliquait de laisser la parole à des militants tels M. Wamen qui aujourd'hui, au-delà de leur combat pour la levée des sanctions, contestent fortement l'orientation confédérale.

La CGT au cœur de l'affrontement de classe

C'est parce que la CGT, organisation ouvrière de masse, organisation de tradition de lutte de classe, est indispensable au mouvement ouvrier, pour sa capacité d'auto-défense et de résistance à la destruction des conquises, que les militants du mouvement ouvrier et populaire se doivent d'être sévères avec elle.

Qui aime bien châtie bien! La question de l'orientation stratégique de la CGT, de ses choix tactiques dans la lutte est une question essentielle qui doit concerner l'ensemble des militants, et parmi eux les militants communistes qui savent que le syndicat est la première ligne de défense essentielle dans la lutte contre le capital.

Perte de repères? ... Un conseil de lecture!

La Russie est-elle de droite ou de gauche? Bruno Drweski - Editions DELGA

La révolution bolchevique puis la construction avec succès du socialisme en URSS ont donné espoir aux masses populaires partout dans le monde, inspirées par les accomplissements incroyables réalisés par les peuples soviétiques et tout particulièrement la victoire sur le fascisme lors de la Seconde Guerre mondiale. Pour tous, la première nation socialiste de l'histoire était devenue une grande puissance qui définissait le cours du monde. Pour cette raison, lorsqu'elle fut dissoute, beaucoup ont jugé à raison que c'était la fin d'une ère. Trop ont malheureusement jugé que c'était la fin de l'histoire. A présent, depuis que la Russie est réapparue avec force en se reconstruisant une légitimité sur les grandes questions géopolitiques internationales, nombreux sont ceux qui y voient une résurgence de l'URSS : certains communistes d'un point de vue nostalgique, certains anti-communistes par crainte d'une résurgence de la terreur rouge.

Bruno Drweski, dans son livre *La nouvelle Russie est-elle de droite ou de gauche ?*, cherche à s'éloigner de cette réflexion sim-

pliste. Il montre bien que le poids du passé joue beaucoup, mais que dans le même temps, c'est à raison que les pays aujourd'hui menacés par l'impérialisme se tournent instinctivement vers la Russie. Pourtant, la nouvelle idéologie d'État russe est loin d'apparaître

comme un bloc monolithique faisant consensus dans la direction au pouvoir, contrairement à ce qui a cours dans les pays capitalistes occidentaux. Elle ressemble plutôt à une collection de courants diversifiés reflétant des intérêts de classe contradictoires.

L'influence grandissante qu'est en train de se construire la Russie avec son action au niveau international n'est pas un hasard mais une stratégie bien pensée. La Russie a été dans son histoire contemporaine une terre plurielle au niveau culturel, linguistique, religieux. Si l'unité construite au temps de l'URSS



a été brisée par sa désagrégation, la Russie demeure un État fédéral qui se distingue par sa diversité de population. Elle cherche à faire de cette identité plurielle une force. La nouvelle société russe capitaliste est donc très diverse à tous les niveaux et le Kremlin entend bien en tirer parti. Cela crée certes des tensions internes

mais permet aussi d'élargir les possibilités de contacts et d'appuis. C'est ainsi ce qui explique l'attitude ambiguë de la direction poustinienne, qui peut à la fois travailler avec le Parti Communiste local (premier et seul véritable parti d'opposition), mais également financer des alliés potentiels flirtant avec le fascisme.

Un des éléments principaux traité par Drweski est la mise en parallèle des situations et des stratégies russe et chinoise. Il affirme à raison que c'est avant tout la Chine qui est l'ennemi premier de l'impérialisme, son déve-

loppement économique, qui semble inexorable, concurrençant en effet directement l'hégémonie étasunienne. La Russie n'est encore, sur le plan économique, qu'une puissance de second ordre. De fait, la Chine est le contrepoids principal des États-Unis, notamment parce que contrairement à la Russie elle n'a pas vu son ascension interrompue par le retour au capitalisme. Elle a donc adopté une stratégie sur le long terme de développement graduel, réfléchi et prudent. Contrairement à l'obsession qui a caractérisé les États-Unis puis l'URSS pendant la Guerre froide, les dirigeants chinois ne cherchent pas à démontrer absolument leur statut de grande puissance mais plutôt à construire « discrètement et par étapes une toile d'araignée de relations ».

Dans cette perspective, la stratégie russe apparaît complémentaire. Encore en retard dans le domaine économique, la Russie est en même temps confrontée à la nécessité de s'opposer objectivement à l'avancée de l'impérialisme. Cette Russie humiliée acquiert alors le premier rôle dans les différentes puissances émergentes qui viennent concurrencer les vieilles puissances impérialistes. Elle renoue ainsi avec sa place historique de nation de premier rang qu'elle avait perdue depuis 1991.

Cela était notamment dû au refus catégorique de la laisser entrer dans le cercle des pays capitalistes dominants, alors-même que la direction capitaliste russe, après avoir désagrégé l'URSS, faisait tout pour. Humiliée, au pied du mur, elle n'avait alors d'autre choix que de se réfugier dans une approche en

contradiction directe avec l'hégémonie de l'impérialisme étasunien : c'est l'origine de la politique de multipolarité au niveau international que prône incessamment Vladimir Poutine. Celle-ci doit se comprendre au regard du bouleversement historique qu'a été la fin de l'URSS, qui a entraîné le monde dans une période d'unipolarité consacrée par un nouveau cycle de domination pour l'impérialisme. Cette impossible entrée de la Russie dans le concert des grandes puissances explique aussi les possibles consensus entre des intérêts de classe contradictoires qui peuvent alors s'accorder sur les questions internationales.

L'objectif de Bruno Drweski n'est au final pas tellement de chercher définitivement à montrer que la Russie nouvelle est catégoriquement de droite ou de gauche, d'autant plus qu'il distingue largement politique nationale et internationale. En fait, il cherche plutôt à montrer que Poutine et sa direction sont tiraillés entre de nombreuses tendances et par un contexte historique et des réalités concrètes menaçantes. En 1991, la Russie a complètement rompu avec le socialisme et est devenue un pays capitaliste, avec tout ce que ça a entraîné de misère et d'exploitation. Pour autant, on ne peut pas affirmer qu'elle est d'ores et déjà entré dans le stade suprême du capitalisme qu'est l'impérialisme. Non pas parce que les dirigeants de cette nouvelle Russie sont des révolutionnaires convaincus, mais avant tout parce que les bases matérielles du pays ne le permettent pas. Et de fait, par son action sur le terrain, la Russie nouvelle est redevenue progressiste en ce qu'elle met un frein à l'impérialisme.

Le pouvoir en place en Russie n'est pas populaire, c'est celui de la bourgeoisie. Celle-ci est néanmoins travaillée par d'importantes contradictions entre d'une part une oligarchie *compradore* qui détient encore largement dans ses mains l'appareil économique et qui tend à rechercher la compromission (et la soumission) avec l'impérialisme, et d'autre part une bourgeoisie nationale qui cherche à sauvegarder la souveraineté de la Russie. Cette dernière est opportuniste par nature et trouve de ce fait des soutiens à la fois chez les anti-impérialistes de gauche et la droite nationaliste réactionnaire. Un des baromètres des fluctuations entre les politiques de compromissions ou d'opposition à l'impérialisme, mais aussi de l'influence des différentes composantes de la société russe, que Bruno Drweski met bien en avant, est l'attitude vis-à-vis d'Israël : d'un côté, il y a la tentation de gagner de l'influence dans ce pays clé notamment du fait de l'importance de la communauté russe dans l'entité sioniste, de l'autre les intérêts objectifs partagés avec les ennemis du sionisme que sont la Syrie, le Hezbollah et l'Iran (entre autre).

Poutine et ses alliés représentent cette bourgeoisie nationale, et les rapports qu'elle cherche à entretenir avec les différentes composantes de la société russe structure sa politique. Mais il y a aujourd'hui un consensus entre les différentes classes aux intérêts contradictoires qui ont toutes intérêts à la préservation d'un État russe fort et souverain. C'est sur cette unité potentielle que Poutine cherche à s'appuyer. Et il sait pertinemment que pour cela, il aura avant tout besoin du soutien des masses populaires.

« Migrants »?

Les « migrants » sont des réfugiés : ils fuient un conflit qu'ils n'ont pas choisis. Ils sont l'objet d'une intense propagande ayant pour but de diviser les peuples tout en justifiant la militarisation et les guerres.

En premier lieu, leur arrivée est loin d'être massive en Europe et encore moins en France. C'est d'abord dans les pays voisins de la Syrie que ceux-ci se rendent. En effet l'Union Européenne est la première zone économique mondiale avec un produit intérieur brut (PIB) de 18.412 milliards \$ US, soit 23,64 % du PIB mondial en 2014 pour 508 millions d'habitants. La France a 2.113,7 milliards d'euros de PIB pour 65 millions d'habitants. Alors que le Liban a un produit intérieur brut de 58,567 milliards \$ US pour 4,5 millions d'habitants et la Jordanie a un PIB 38.15 milliard \$ US pour 6,5 millions d'habitants, ces pays cumulent à deux plus de 2 millions de réfugiés Syriens, toutes confessions confondues, chassés par la guerre barbare de Daesh, Al Nosra/Al

Qaeda, rebelles soi-disant « modérés » et des théocraties des pétrodollars. Le Cameroun reçoit plus de 250.000 réfugiés Centrafricains pour un PIB de 32,5 milliards \$ US et 22 millions d'habitants.

De plus, les obstacles mis par l'Europe à leurs déplacements pour fuir la guerre font de la Méditerranée un cimetière gérée par l'entreprise privée *Frontex*. Et même les quelques survivants au périple seraient de trop...

Ensuite, les migrants sont « choisis » dans la pure tradition coloniale française. N'est-il pas scandaleux que les États Européens fassent un tri sélectif ethniques, confessionnels et selon le diplôme en fonction de leurs besoins économiques? Ce sont les classes moyennes supérieures, qui savent parler anglais, qui parviennent jusqu'en Europe. Les ouvriers et les paysans sont arrêtés aux frontières, maintenus dans des camps ou renvoyés chez eux.

Rappelons que la France est loin d'être la terre d'accueil qu'elle proclame être. L'État français a une longue tradition concentrationnaire : le bain, les camps de concentration en Afrique (en Algérie, au Cameroun et à Madagascar), dans le sud de la France où étaient parqués les républicains espagnols à l'époque de Franco, la collaboration sous Vichy, Sangatte et la « jungle » ou « bidonville » aujourd'hui.



Populations victimes du terrorisme et guerres menées en notre nom

Les attentats en France et à Bruxelles remettent en avant la question de l'impérialisme car ce serait en réaction aux interventions des puissances occidentales que Daesh frapperait dans les capitales européennes. Ce retour du questionnement de l'impérialisme américain et européen sera bénéfique si l'on n'oublie pas que c'est l'impérialisme de nos pays qui est aussi la cause des attentats quotidiens et mortels en Syrie, dans tout le Proche-Orient et en Afrique.

En France, le débat médiatique se focalise pour l'instant uniquement sur les attentats islamistes, créant un climat de suspicion envers l'Islam et installant un ensemble de mécanismes islamophobes ayant pour but de discriminer les citoyens musulmans ou supposés musulmans.

Les attentats du 11 septembre 2001 sont évidemment un événement inaugurant les mesures islamophobes dans les pays occidentaux (mesures restrictives dans les aéroports, atteintes à la liberté de circulation, contrôle au faciès, campagnes médiatiques contre les musulmans et le djihad...). C'est à partir de là que George W. Bush initie une série de campagnes militaires de « l'axe du Bien » contre le « Mal » dans le but d'établir la « démocratie » dans des pays présentés comme tyrannisés et arriérés. C'est ce qui mènera à l'invasion de l'Irak et la destruction volontaire de tout Etat souverain dans ce pays. C'est de la chute de Saddam Hussein que naît Daesh. Cette opposition islamiste est l'outil de l'impérialisme américain contre un gouvernement laïc. Daesh a été financé directement et indirectement par les États-Unis et a bénéficié d'un « laisser-faire » de la part des puissances impérialistes américaines et européennes parce qu'il contribuait à déstabiliser une région riche en ressources pétrolières.

Le rôle de Daesh est ainsi clairement la privatisation des puits de pétrole au profit des grandes entreprises occidentales et d'empêcher la mise en place d'États souverains dans la région. Les prétendus fanatiques « modérés » soutenus ouvertement par les gouvernements successifs de Sarkozy puis Hollande penchent toujours du côté du meilleur payeur que sont les pétromonarchies saoudienne et qatari donc de Daesh. Nécessairement, dès qu'elle a eu en sa possession un certain nombre des richesses dans la région, cette organisation fasciste (qui maintient la propriété privée par la force) a exprimé des intérêts particuliers qui se sont retournés contre les occidentaux.

De fait les guerres impérialistes ont conduit à une balkanisation de la région où différents camps s'affrontent (Daesh, les forces loyalistes syriennes, des rebelles dits « modérés », les Irakiens, les Kurdes et les Turcs). A cela s'entremêlent les intérêts des impérialistes occidentaux et liés à l'Otan (États-Unis, Union Européenne), ceux de la Turquie sur la question

kurde en particulier, ceux de Bachar Al-Assad et ceux de la Russie. Parmi ces partis, force est de constater que ceux qui défendent, en raison de leurs intérêts particuliers, un État syrien souverain et laïc sont Bachar Al-Assad et Poutine et que ceux qui ont intérêt à déposséder le peuple syrien de sa souveraineté sont les impérialistes américains et européens. Aujourd'hui, c'est l'intervention de la Russie qui a fait reculer Daesh et non les bombardements soi-disant ciblés des États-Unis et de l'UE.

Dans cette situation où les rapaces s'entendent pour dépouiller un peuple entier, l'impérialisme Français joue pleinement son rôle d'allié-valet de l'impérialisme américain et d'acteur de son propre impérialisme. C'est ce rôle ambigu qui amène Daesh à répliquer contre elle par des méthodes fascistes et les plus abjectes : des attentats contre une population innocente.

C'est par le biais des terroristes que le gouvernement français parvient à mêler ses intérêts intérieurs à la situation internationale. On décrète l'état d'urgence et l'on invoque l'Union Nationale où tout le monde doit faire bloc contre un ennemi déclaré à la fois à l'extérieur et à l'intérieur, permettant d'effacer ainsi tous les antagonismes de classe dans la société et d'enrayer ou plus directement d'interdire toute opposition aux lois antisociales que le gouvernement met en place au même moment, telle la loi El Khomri. On fait applaudir une police qui matraquera dans la foulée une jeunesse en lutte pour son avenir.

Loin de mettre un terme aux causes du terrorisme, l'islamophobie, l'oppression sociale et les guerres impérialistes, l'État français utilise les attentats sur son sol pour intensifier l'oppression sociale chez lui et la guerre au Proche-Orient. Il renouvelle un discours raciste qui est un outil de division du peuple et des travailleurs au profit de l'État, fondé de pouvoir des capitalistes.

L'union internationale se ferait autour de la France impérialiste parce qu'elle serait le pays des droits de l'homme alors qu'il s'agit en fait de soutenir le bon petit soldat des pays impérialistes.

En France, les organisations progressistes sont divisées quant à la position à tenir sur les attentats, l'islamophobie et la guerre impérialiste en Syrie, notamment en raison du discours d'organisations trotskystes, en particulier sur la personne de Bachar Al-Assad. A nouveau, ceux-ci ressortent le mot d'ordre du « ni-ni » : ni Bachar, ni Daesh. Ils sont d'abord contre l'intervention militaire puis, devenant

foudres de guerre, ils veulent frapper tout le monde et enfin faire dans la foulée la révolution socialiste (à la place du peuple) tout de suite, sinon rien! A chaque guerre on est ainsi subrepticement passé de la répétition générale trotskiste du « ni Saddam, ni Milosevic, ni Talibans, ni Kadhafi et ni Otan » à la quasi inexistence de mobilisations contre les guerres d'agression de « notre » impérialisme.

Mais il y a plus grave, voilà ce qu'écrit une organisation étatsunienne pourtant trotskiste sur les positions de leurs coreligionnaires Français : « *Les dernières révélations sur le soutien apporté aux forces « rebelles » en Syrie par les agences américaines de renseignement démontrent clairement le rôle pro-impérialiste du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et de Lutte ouvrière (LO). En présentant les forces armées par la CIA et hostiles au président syrien Bachar al-Assad comme des forces « révolutionnaires », le NPA et LO ont agi en tant qu'outils de l'impérialisme* » (Anthony Torres, 11 août 2012, WSWWS).

Par leur attitude belliciste les trotskystes ont, de fait, fait front avec toute la social-démocratie sur leurs buts de guerre (faire tomber Bachar El-Assad en ignorant non seulement les efforts de négociations de ce dernier, mais aussi que c'est le droit souverain exclusif des Syriens et de personne d'autre). On se souviendra notamment de l'appel à livrer des armes aux soi-disant opposants... en ignorant que Hollande l'avait déjà fait. Cela a permis au PS de bénéficier d'une caution « de gauche » en appui à sa politique guerrière.

De fait, leur position laisse le champ libre à Daesh, financé par la vente du pétrole, appuyé par la Turquie fasciste d'Erdogan et conforté par le double jeu américain.

Seul le soutien à l'État souverain syrien et au peuple syrien en lutte peut aider les Syriens à se libérer eux-mêmes et non le soutien et le financement de partis apatrides dits « modérés » mais *in fine* tous reliés ou infiltrés par les fascistes d'Al-Qaeda.

Le discours trotskyste et les positions « culturalistes » pour ne pas dire ethnicistes parfois des différents partis de gauche concernant la laïcité et le colonialisme expliquent l'absence dramatique d'un mouvement anti-guerre en France.

Nous appelons à la création de comités locaux pour travailler la question de la lutte anti-guerre. Il faut exiger le retrait de toute présence militaire française officielle ou non au Proche-Orient et en Afrique. Il faut soutenir toutes les forces progressistes patriotiques qui luttent contre Daesh et les impérialistes. C'est ainsi que nous mettrons fin à ce syndrome de l'arroseur arrosé qui fait y compris des victimes chez nous!





Retour sur l'affaire de la mosquée incendiée à Ajaccio

L'islamophobie, résultat de la banalisation du mal qu'est le fascisme

L'incendie criminel de la modeste salle de prière musulmane dans la banlieue d'Ajaccio la nuit du 30 avril est un acte barbare et lâche.

Tout comme les provocations fascistes à l'égard des fidèles de cette salle, profanée à deux reprises avec le dépôt de têtes de porc et des slogans comme "Arabi fora" (les Arabes dehors) ou "On est chez nous". Ce crime survient quelques mois après les débordements racistes et antimusulmans qui avaient pollué les manifestations pacifiques ayant suivi l'agression de pompiers attirés dans un guet-apens dans le quartier populaire des Jardins de l'Empereur le soir de Noël à Ajaccio. La salle de prière musulmane avait notamment été saccagée et des exemplaires du Coran partiellement brûlés.

La montée des actes racistes en France confirme un processus de banalisation du mal au niveau territorial, une banalisation du terrorisme. Mais de quel mal parle-t-on ? Celui des coups montés par les fascistes les plus idiots pour alimenter l'idée que la Nation serait menacée. Celui du terrorisme « blanc ». En effet, les actes commis par une poignée d'identitaires sont du pain béni pour les tenants de deux courants politiques pour lesquels la question du périmètre de la Nation renvoie à deux conceptions – gigognes - de l'identité nationale. La victoire des nationalistes corses aux dernières élections territoriales a marqué un frein en Corse à l'avancée du parti fasciste FN, changement de cap par rapport aux élections européennes, où un député FN avait été élu. Le nouvel exécutif a su mobiliser les abstentionnistes, notamment en présentant le FN comme "anti-Corse".

Or « Les Français votant dans les deux départements de l'île ont affirmé, en juillet 2003, que celle-ci faisait partie intégrante de la nation française en rejetant par référendum le statut de collectivité unique que leur proposait Nicolas Sarkozy et qui avait le soutien de la quasi-totalité des « élites ». Comme la constitution européenne repoussée par le peuple français en mai 2005, mais qui leur a été imposée par le Congrès dès février 2008 sous le nom de traité de Lisbonne, ce statut sera infligé aux Corses, par voie législative, à partir du 1er janvier 2018. Jean-Guy Talamoni doit se souvenir qu'il a obtenu moins de 8 % des suffrages exprimés au premier tour. Qu'il

respecte donc la loi de la République dont la langue est le français » rappelle Bertrand Dutheil de La Rochère Conseiller République-Laïcité de Marine Le Pen le 23 décembre 2015...la veille du guet-apens dans le quartier populaire des Jardins de l'Empereur. Si la Nation est menacée, ce n'est ni par la composante musulmane (ou assimilée) de la classe ouvrière, ni par les jeunes des quartiers populaires de Navarre ou d'Ajaccio qui sont broyés dans les engrenages de l'exclusion mus par les mécanismes de la machine à profit qu'est le système capitaliste. La Nation est menacée par les forces fascistes qui font feu de toute possibilité de diviser sur les bases des conditions objectives dégradantes produites par le système capitaliste : les inégalités sociales, le déclassement, la destruction de la solidarité et de la sécurité sociale, la destruction des services publics, l'accumulation des richesses dans les comptes en banques d'une minorité, l'exclusion de la participation socialisée à la création de richesse qui devrait répondre aux besoins de la majorité mais qui produit le contraire, c'est-à-dire le chômage et la pauvreté.

Fruit d'un racisme du déclassement, la haine « anti-arabe » permet de donner un sens à des inégalités vécues par les composantes « blanches » des classe ouvrière et moyenne subissant l'exacerbation de la concurrence entre travailleurs imposée par la classe bourgeoise et par l'Europe. Cette haine permet de justifier la haine, face à des crimes perpétrés (les attentats revendiqués par l'islamisme radical) par des jeunes tous aussi précarisés et instrumentalisés pour déstabiliser des Nations comme L'Etat laïc syrien au profit des grandes entreprises françaises et des pétromonarchies du golfe qui lorgnent sur les richesses de la Syrie. Dans un contexte de défiance de plus en plus visible contre les institutions de la bourgeoisie et de ses gouvernements et notamment l'Europe, car c'est sa maison blanche - Bruxelles - qui fut visée récemment, les actes terroristes islamistes sont du pain béni pour la réaction politico-économique pour renforcer ses armes de classe et d'écrasement des luttes sociales et soulèvements populaires et diviser ceux qui ont intérêt à s'unir. La bourgeoisie ne combattra que de manière feinte le terrorisme physique dans son stade stupéfiant. En prétextant une guerre contre un ennemi partout

et nulle part, elle ne laissera qu'aux masses la seule réaction compréhensible d'abandonner ses libertés pour se barricader et ce même jusque dans leurs têtes. La bourgeoisie veut que le Peuple cède à sa seule offre dans la lutte contre le terrorisme islamiste : la normalisation des actes anti-musulmans, du terrorisme blanc. La bourgeoisie brandira l'étendard de l'unité nationale. Nous devons répondre par l'unité de la classe ouvrière.

Nous devons lutter plus que jamais à la reconstruction de l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière contre la bourgeoisie notre ennemi et planificateur de nos malheurs et de nos souffrances. Nous ne pouvons aujourd'hui qu'observer une lutte peu efficace contre la barbarie. Nous ne pouvons qu'encourager la lutte contre des crimes commis contre la classe ouvrière mais pas au nom de l'unité nationale mais au nom de l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme, seule arme collective efficace contre l'ennemi bourgeois et ses valets rapatriés non pas pour être utilisés comme éléments de déstabilisation d'une Nation comme en Syrie, mais pour renforcer la dictature économique de la classe bourgeoise ici.

Nous ne pouvons qu'observer cette lutte directe inefficace mais nous pouvons combattre les causes réelles du terrorisme : le système capitaliste et ses institutions politiques bourgeoises.

Nous pouvons combattre le terrorisme en démasquant les plans de désintégration de notre souveraineté et de nos modalités encore insuffisamment développées de notre vivre ensemble. La lutte contre le terrorisme c'est la lutte concomitante contre l'islamophobie et contre toutes les forces qui empêcheront nos frères et camarades musulmans de converger vers nous.

La lutte contre le terrorisme est et doit être une lutte de classe. La lutte de la classe ouvrière contre les éléments les plus avancés de la barbarie fasciste.

La lutte contre le terrorisme doit être la lutte contre la bourgeoisie qui alimente les conditions du terrorisme, les conditions de la misère matérielle, intellectuelle, idéologique et existentielle qui féconde le terrorisme.

Le Brésil dans la tourmente

VERS L'AIGUISEMENT DE LA LUTTE DES CLASSES EN AMERIQUE DU SUD

Dilma Rousseff, l'ex-guerrillera devenue présidente du Brésil, est confrontée à une procédure de destitution déclenchée par ses ex-alliés électoraux représentants de secteurs de la bourgeoisie nationale. Il s'agit d'un putsch d'un genre nouveau qui consiste à utiliser des accusations de maquillage du déficit public de la candidate élue, de corruption généralisée de son entourage, y compris de l'ex-président Lula. Ces accusations ont débouché sur la mise en garde à vue de l'ex-président Lula, la divulgation tronquée d'un entretien téléphonique entre la présidente Dilma et l'ex-président Lula et une campagne médiatique de la presse brésilienne putschiste relayée par les médias impérialistes. Le journal *Le Monde* s'est particulièrement illustré titrant le « super Moro, le juge qui fait pleurer Lula », juge dont l'arbitraire et la partialité politicienne ont été épinglées par ses pairs du tribunal suprême fédéral et « Brésil: ceci n'est pas un Coup d'Etat » alors que si l'entourage de Dilma Rousseff (elle n'est accusée de rien de judiciaire) est éclaboussé par des accusations de corruption pratiquement tous les acteurs politiques du coup d'Etat le sont tout autant.

L'élection du PT à la présidence résulte d'un compromis national

L'élection de Lula par deux fois suivie de celle de l'ex-guerrillera de gauche Dilma Rousseff résulte de l'alliance entre les secteurs nationalistes de la bourgeoisie, le mouvement syndical ouvrier (CUC) et le Mouvement des paysans Sans Terre (MST) pour sortir le pays des griffes de la domination des multinationales US et mettre fin au cycle infernal des politiques libérales. Le Brésil tout comme l'Amérique du Sud ont subi la doctrine Monroe qui en a fait contre les impérialismes et le colonialisme européens l'arrière cour des firmes monopolistes US sous des dictatures militaires puis à partir de la fin des années 70 sous des pouvoirs civils libéraux obéissant aux diktats des institutions de Bretton Woods (FMI, BM). Jeté par force dans la mondialisation libérale pilotée par les USA, cet immense pays qu'est le Brésil de par sa superficie (8 514 876 km²) et sa population (194 millions d'habitants) a vu sa souveraineté nationale piétinée, a subi les affres de la pauvreté généralisée et le maintien dans le sous développement. Les représentants de la gauche anti-impérialiste et anti-libérale que sont Lula puis Dilma ont été élus pour sortir le pays de cette domination US symbolisée par l'imposition de l'ALCA, cet accord de libre échange que la puissante fédération des industriels de l'Etat de Sao Paulo avait jugé dans un rapport de 2002 « contraire aux intérêts nationaux du Brésil ».

Face à cette menace le patronat nationaliste,

le mouvement syndical (CUT) dont est issu Lula et les mouvements paysans (MST) nids des expériences de guérillas se sont coalisés dans une alliance patriotique électorale pour porter la gauche antilibérale au pouvoir contre les libéraux compradores et serviles au service des intérêts impérialistes US.

Le compromis national a permis l'intervention économique de l'Etat pour faire du Brésil un pays émergeant par des investissements dans l'industrie lourde, dans les technologies de



Dilma Rousseff en compagnie d'Evo Morales et de Nicolas Maduro

pointe, la formation, par des appuis aux entreprises capitalistes nationales et par un transfert de revenus dans des projets sociaux de lutte contre la faim et l'extrême pauvreté qui avaient occasionné des fléaux comme les trafics d'organes pour les malades riches des USA et d'Europe. L'alliance entre patronat national, syndicats et mouvements paysans a déroulé un programme piloté par l'Etat visant à développer le marché intérieur, l'emploi, les hausses de salaires de certaines couches de travailleurs, les programmes sociaux comme Bolsa Familia dont 12,4 millions de pauvres ont bénéficié, la sortie de 19,4 millions de la pauvreté, la chute de la malnutrition infantile de 46%, la création de plus de 10 millions d'emplois, l'ajout de 20 millions de personnes à la « classe moyenne » et la relance de la production nationale faisant reculer le poids dans l'économie nationale des multinationales étrangères, notamment US au profit des entreprises locales.

Les limites et contradictions du compromis national

En effet ces performances économiques et sociales n'ont pas empêché que « le coefficient Gini des revenus du travail n'a connu qu'un recul de 0,57 à 0,53 », c'est-à-dire que les inégalités sociales continuent de se creuser fortement, malgré l'effort fait pour les plus pauvres, entre les riches et les travailleurs et cela dans un pays fédéral où la gauche antilibérale ne gouverne que 3 Etats sur 27 et n'occupe que 91 sièges sur 513 à la Chambre des députés et 14 sièges sur 81 au Sénat.

On a vu se développer les luttes sociales des laissés pour compte des programmes sociaux,

notamment contre les prix exorbitants des transports (37 millions de travailleurs marchent pour se rendre au travail) et les dépenses considérées de prestige et non prioritaires pour la coupe du monde 2014 qui ont engendré une déception de plus en plus grande de l'électorat PT. Le compromis est de plus en plus apparu comme un compromis quand se sont emparés du thème de la corruption touchant des responsables du parti présidentiel les grands médias, dont l'oligarchie brésilienne a le monopole quasi total.

Et comme le signale le Journal de Notre Amérique du site Investig'Action d'avril 2016: « Il faut d'abord savoir que la présidente a beau avoir été élue au second tour avec plus de 50 % des voix exprimées, elle a dû, tout comme lors de son premier mandat, et tout comme son prédécesseur, Luis Inácio Lula da Silva, s'allier avec plusieurs partis de droite dure, le premier desquels étant le parti du vice-président, Michel Temer, mais aussi d'Eduardo Cunha, le PMDB. Sur 23 ministres, le PT et le PMDB en comptent 5 chacun. Mais ils n'auraient pas encore la majorité à eux seuls. A gauche, seul le PCdoB compte un ministre, celui de la défense. Mais plusieurs autres partis sont également représentés dans le gouvernement : le PSD, le PDT, le PTB, le PROS et le PR, chacun comptant un ministre. Tous les autres ministres sont considérés « indépendants »... le Brésil est une fédération de 26 Etats, plus le District Fédéral de Brasilia, la capitale. Les Etats disposent d'une vaste autonomie, d'un pouvoir qui réduit fortement celui de la République Fédérale. Nombre d'entre eux sont éclaboussés de scandales également. Au sein des Etats, les mêmes partis actuellement au pouvoir au niveau fédéral sont parfois alliés, mais aussi souvent adversaires. Et, parmi les alliés du PT, certains d'entre eux sont alliés avec le principal parti de l'opposition : le PSDB. Ainsi, dans l'Etat d'Espírito Santo, le PMDB et le PSDB se partagent le gouvernement ; au Maranhão, le PCdoB, de gauche, est allié avec le PSDB, de droite ; dans le Mato Grosso, le gouvernement se partage entre le PSDB et le PSD... Car, d'autre part, les députés et sénateurs, quoique membres de partis, se distinguent surtout par leur appartenance à divers groupes d'intérêts. Outre qu'ils sont en moyenne des hommes blancs d'une cinquantaine d'années et détenteurs d'un patrimoine d'un millions de reais, ils se caractérisent avant tout par leurs organes de financement, leur appartenance entrepreneuriale ou même leur religion. Ainsi, les députés représentant le lobby agroalimentaire sont 153, sur 513 ; les entrepreneurs 207 ». Il est remarquable que tous ces chefs de partis, ces politiciens bourgeois sont cités dans les révélations du scandale des panama papers.

En fait la rupture de l'alliance gouvernementale orchestrée manifestement par le vice-président Michel Temer et le PMDB annonce une reprise en main par l'ambassade des USA à Brasilia de certains secteurs de la bourgeoisie nationale. La procédure judiciaire contre Lula n'est en fait qu'une feuille de vigne pour l'empêcher de se représenter pour succéder à Dilma parce que l'heure est venue de rompre le pacte national relativement anti-libéral dont la présidence PT a été porteuse jusqu'ici. Bien avant l'offensive putschiste actuelle, l'impérialisme Yankee n'a cessé d'agir en sous main: « *On peut collectionner les actions hostiles contre le développement indépendant et souverain du Brésil. Le téléphone portable de Dilma Rousseff a été mis sur écoute par un organisme d'État des USA. Des ordinateurs de la Petrobras ont été volés. Wikileaks a révélé des entretiens entre les dirigeants politiques de l'opposition brésilienne et les autorités américaines, pour mettre en place des actions efficaces de sabotage de la souveraineté nationale sur le pétrole du pré-sal et aussi pour affaiblir la présence de Petrobras dans l'industrie pétrolière, stratégique au Brésil. Outre le pétrole, les documents publiés par WikiLeaks ont révélé les actions des États-Unis, opposant leur veto au transfert de technologie étrangère pour le programme spatial brésilien, ainsi que leur hostilité permanente envers le programme nucléaire brésilien, et en particulier en ce qui concerne le projet de sous-marin nucléaire, qui a reçu un soutien budgétaire et politique important des gouvernements Lula et Dilma* » (Beto Almeida, le Grand Soir, 25/04/16). L'objectif des USA est de « *privatiser l'industrie pétrolière, et détruire l'ingénierie nationale qui, en partenariat avec l'État, projette le Brésil comme un acteur majeur dans le contexte international. Surtout quand la politique étrangère brésilienne est liée aux BRICS, à l'UNASUR, à la CELAC et au Mercosur, les États-Unis et les oligarchies locales n'ayant jamais caché leur souhait de voir détruire ce dernier* » (idem).

La nouvelle étape de la lutte des classes

La conscience des limites et contradictions de l'expérience brésilienne est ainsi exprimée par Samuel Pinheiro Guimarães, l'un des célèbres intellectuels brésiliens de gauche quand il dit que « *tous les processus de construction d'un camp socialiste en Amérique latine se sont heurtés à deux obstacles : le pouvoir de la bourgeoisie interne et celui de la Maison Blanche. Certes, l'intégration défendue par le Brésil n'élimine pas l'ingérence extérieure, mais elle en réduit l'impact, permettant ainsi à des dynamiques nationales de suivre leurs cours de façon plus autonome* » (juin 2013, *Monde Diplomatique*). Arthur Henrique, ex-dirigeant de la CUT le syndicat avec Lula explique : « *Je continue à croire qu'il faut lutter pour atteindre le socialisme. Mais je ne fais pas partie de ceux qui estiment que le socialisme arrivera dimanche prochain, après la messe du soir. Non, je veux changer les choses,*

***Nous écrivions en 2002 (extraits) :* ARCHIVE 2002**

Election de LULA au Brésil ; Une étape pour l'unité des résistances sociales et nationales à la remondialisation capitaliste ?

Mettant fin à la succession des gouvernements libéraux depuis 1990, le peuple brésilien vient de porter Luiz Inácio Lula da Silva du Parti des Travailleurs (PT) à la présidence de la République. Lula est le symbole politique du Forum social de Porto Alegre, de la lutte des paysans sans terre, des syndicats ouvriers qu'il a dirigé dans les années 70/80, de l'implication des milieux populaires dans la « *gestion participative* » à l'administration de municipalités, de l'exigence de l'annulation de la dette, etc. Mais ce symbole résistera-t-il conséquemment à l'épreuve du pouvoir ou n'est-ce pas là une nouvelle étape pour frayer la voie à l'alternative ouvrière, populaire et anti-impérialiste ? (...)

Lula devra choisir de satisfaire la bourgeoisie ou les travailleurs

Le Parti des Travailleurs (PT) de Lula vient historiquement de la conjonction de deux forces sociales : à la fois le mouvement syndical - Lula a été dirigeant de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) du Brésil dans les années 70/80 - et le Mouvement des Paysans Sans Terre (MST) apparus dans les années 80. Mais, après trois échecs aux présidentielles de 1989, 94 et 98, Lula s'est peu à peu éloigné des luttes et revendications radicales des ouvriers et des paysans sans terre. Lula a ainsi peu à peu troqué son alliance politique avec les forces sociales ouvrières et paysannes contre une alliance avec des sections nationalistes de la bourgeoisie brésilienne représentée par le parti libéral de José Alencar. Le projet de Lula est un « *partenariat entre syndicats ouvriers, mouvements paysans et patrons* », pacte social entre le capital et le travail qu'il a expérimenté dans la gestion municipale en utilisant « *la transparence et la démocratie participative* ». Dans un Brésil où le cancer de la corruption, de la gabegie, du népotisme gangrène toute la classe politique de la droite libérale à la social-démocratie officielle, la « *démocratie participative* » modélisée par le Forum social de Porto Alegre est en effet objectivement un progrès. L'alliance du PT de Lula et d'une fraction importante de la bourgeoisie brésilienne a conduit le PT et Lula à présenter « *un programme dont la dominante est la consolidation du marché intérieur. Si davantage de gens voient leur salaire augmenter, ils pourront acheter mes produits... j'applaudis Lula lorsqu'il dit que le pays doit accomplir des progrès afin d'être en mesure de limiter les importations* » commente un directeur d'une société d'informatique de l'Etat de Rio de Janeiro. En effet, des fractions plus ou moins importantes de la bourgeoisie nationale dans les pays opprimés sont confrontées au choix entre la soumission ou la résistance face aux exigences prédatrices de l'impérialisme en crise, mais aujourd'hui totalement libéré par la mise à mort temporaire du socialisme, de l'URSS.

L'élection de Lula inquiète l'impérialisme US

Dans le journal ouvrier et populaire Québécois *l'Aut'Journal*, on peut lire les déclarations suivantes d'Allan Greenspan, président de la Réserve Fédérale des USA : « *Le problème du Brésil est à 100% politique* ». L'un des patrons brésilien très lié aux milieux du FMI et de la BM devait ajouter : « *Le capital a peur, les capitaux étrangers vont fuir* ». Même si Lula a cessé de critiquer

le FMI, la BM et l'ALCA (aire de libre commerce) imposé par les USA faisant du Brésil « *un marché ouvert* » aux capitaux US, le New York Times, journal des milliardaires américains, criait à « *la menace d'effondrement de la dixième économie du monde avec sa dette de 264 milliards de dollars (plus de 173 milles milliards de francs CFA, le double de l'Argentine)* » (Courrier International, novembre 2002). C'est à un véritable délire que se livrent certains milieux impérialistes des USA face à la victoire de Lula. Un ex-conseiller de Ronald Reagan écrit dans le Washington Times : « *Une nouvelle menace terroriste constituée d'armes nucléaires et de missiles balistiques peut provenir d'un axe qui comprend Cuba de Fidel Castro, le régime d'Hugo Chavez au Venezuela et le président gauchiste du Brésil, qui tous entretiennent des liens avec l'Iran, l'Irak et la Chine* » (idem). Le cauchemar des impérialistes est en effet qu'un « *axe Castro - Chavez - Da Silva Lula signifierait associer les quarante trois ans de guerre politique de Fidel Castro contre les Etats-Unis avec la richesse pétrolière du Venezuela et avec le potentiel nucléaro-balistique et économique du Brésil* ». La pression étatsunienne a même poussé Lula à insisté lors de la campagne électorale que le PT est « *pacifistes et donc opposé à la construction de la bombe atomique de la part du Brésil ou de tout autre Etat* » (idem). Les impérialistes voient d'un très mauvais œil l'alliance montante possible entre le mouvement anti-globalisation en occident et les résistances nationales montantes dans le tiers monde contre le « *ouvel ordre mondial* » impérialiste : « *M. Da Silva Lula ne fait pas mystère de ses sympathies. C'est un allié de M. Castro depuis plus de vingt cinq ans. Avec le soutien de M. Castro, il a fondé en 1990 le Forum de Sao Paulo, un sommet annuel qui rassemble des organisations communistes et autres groupes radicaux et terroristes d'Amérique Latine, d'Europe et du Moyen-Orient. Ces sommets ont servi à coordonner et à planifier les activités terroristes et politiques dans le monde et contre les Etats-Unis* » (idem). Le Brésil de Lula est a ajouté manifestement dans « *l'axe du mal* » dixit Washington.

Lénine avait déjà analysé que l'impérialisme est l'ère du « *maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppression nationale* ». Cette tendance fondamentale pousse l'impérialisme à attaquer le droit à la souveraineté nationale, à l'indépendance nationale des peuples. En effet, le « *ouvel ordre mondial* » US laisse peu de choix aux différentes sections de la bourgeoisie nationale des pays opprimés : ou capituler et se mettre aux ordres des maîtres impérialistes ou en revenir, jusqu'à un certain point tout au moins, à la défense de l'intérêt national. Nous sommes loin de l'utilisation par les bourgeoisies nationales de l'opposition entre le capitalisme et le socialisme, les USA et l'URSS, comme cela se faisait parfois durant la période du monde bipolaire. L'élection de Lula au Brésil est partie prenante de la montée cette résistance nationale. Dans ce contexte la montée parallèle des contradictions inter-impérialistes peut être utilisée jusqu'à un certain point pour résister alors que le rapport des forces est largement favorable à l'impérialisme. (...)

mais j'ai conscience du contexte dans lequel je travaille. Sur le plan régional, ce que nous essayons de faire, c'est de quitter le néolibéralisme, mais sans croire que nous sommes en mesure de renverser le capitalisme. Nous essayons plutôt d'en promouvoir une version régionale, pas nationale. C'est-à-dire un capitalisme qui prenne en compte les besoins des autres pays d'Amérique du Sud » (idem). De ces deux citations on peut déduire que le capitalisme d'état antilibéral brésilien s'est fixé comme objectif prioritaire : - réduire le plus possible, voire éliminer à terme l'oppression impérialiste US au Brésil en favorisant le capital national qui pour s'allier aux mouvements sociaux a fait des concessions sociales et démocratiques – promouvoir une alliance des capitalismes d'Etats antilibéraux d'Amérique du Sud pour rogner la domination US. Sur ces deux objectifs, il est internationaliste de soutenir le Brésil sous direction de la gauche antilibérale et anti-impérialiste US malgré ses insuffisances et parfois ses turpitudes. Toutefois la solution réside ici dans la capacité du mouvement ouvrier, populaire

d'aller de l'avant contre la contre-attaque actuelle de la bourgeoisie.

Voilà pourquoi nous écrivions en 2002 lors de sa première élection : « *Lula devra choisir de satisfaire la bourgeoisie ou les travailleurs* ». Les événements actuels montrent que l'expérience brésilienne n'échappe pas à cette question inévitable de l'évolution de la lutte des classes. Manifestement la bourgeoisie libérale sous pression de l'impérialisme US engage le bras de fer avec une présidence PT affaiblie par les accusations de corruption pour mettre fin au compromis national.

L'Amérique du Sud a été marquée pendant longtemps par des coups d'Etat et des dictatures militaires inféodées à l'impérialisme Yankee dont le symbole a été l'assassinat de Salvador Allende au Chili en 1973. Elle a commencé à se libérer de cette malédiction oppressive avec l'avènement des pouvoirs antilibéraux et anti-impérialistes au Venezuela, en Bolivie, en Equateur, au Nicaragua et ...au Brésil, en Argentine. Avec les défaites électorales en Argentine, au Venezuela, l'on assiste

maintenant à des tentatives de retour en arrière combinant comme au Venezuela les sabotages économiques par la disparition des denrées de première nécessité, la chute du prix du pétrole orchestré par les pétromonarchies, par la corruption dans laquelle tombent parfois certains dirigeants antilibéraux et anti-impérialistes, par des formes variées de déstabilisation bourgeoise pilotées par les impérialistes qui cherchent à discréditer les expériences progressistes anti-libérales et anti-impérialistes d'Amérique du Sud.

Des retours en arrière momentanés sont possibles comme on vient de le voir en Argentine, mais elles seront de durées brèves dans le contexte actuel où le libéralisme, cette pensée et politique unique du capitalisme mondialisé, échoue partout à offrir même l'illusion d'une perspective d'avenir autre que la génération à venir vivra moins bien que la génération précédente. C'est donc une nouvelle étape de la lutte des classes qui s'ouvre et qui pose la question de QUI l'emportera ?

NOTE DE LECTURE

Evolution; La preuve par Marx

Pour dépasser la légende noire de Lyssenko

Guillaume Suing, Editions DELGA

SCIENCES



La théorie moderne de l'évolution, compromis temporaire entre darwinisme de tendance matérialiste et génétique de tendance idéaliste, est en « crise de croissance », à l'heure où les généticiens de laboratoire eux-mêmes ne croient plus à la définition classique que l'on donne au gène, et lui préfèrent une prometteuse « épigénétique »... Sans voir qu'il s'agit là de redécouvertes d'agronomes soviétiques, hier tant vilipendés pourtant.

Ces derniers avaient en effet eu le tort de critiquer la corruption idéaliste des thèses de Darwin par la génétique, lui préférant ce qu'ils considéraient comme la forme la plus haute du matérialisme : le matérialisme dialectique.

Depuis l'époque de Darwin et de Marx, une tradition de critique des nouvelles théories scientifiques par les marxistes, s'est perdue entre l'excès d'arrogance des lyssenkistes et l'excès de révérence d'un Althusser par exemple, laissant, comme à chaque « crise scientifique », l'ombre du créationnisme obscurantiste refait surface.

A la lumière des dernières avancées de la biologie, il est temps de proposer à la critique une grille d'interprétation des faits nouveaux dans une définition réellement « matérialiste dialectique » de la Vie, rendant son évolution aussi nécessaire que ses capacités à résister aux changements.

Si on ressuscite la science marxiste pour comprendre la crise financière planétaire actuelle, il est temps d'admettre qu'elle peut aussi se rendre utile dans bien d'autres disciplines pour éclairer notre monde.

Dans le récent livre de Gilles Harpoutian, « *La petite histoire des grandes impostures scientifiques* » (Editions Chêne, 2016) on voit assez bien quels furent les véritables crimes de Trofim Lyssenko : « *Staline meurt en 1953. Khrouchtchev et son gouvernement abandonnent le « système Lyssenko » de rotation des cultures, imposé avec autorité à l'ensemble de la filière agricole soviétique, mais incontestablement inefficace. Les méthodes américaines de production du maïs sont reprises. (...) Pendant la seconde guerre mondiale, Lyssenko [dirigeait] un projet forestier en Sibérie et [imposait] une étonnante idée de plantation en nids de graines d'arbres afin de sauver la toundra du dessèchement* » (p132-133)... La liste de tels « scandales » écologiques pourrait être d'ailleurs considérablement allongée, car de l'aveu même de Jaurès Medvedev, dissident soviétique et auteur de « *Grandeur et chute de Lyssenko* » en 1971, source du livre susnommé, les « systèmes herbaires » lyssenkistes s'opposaient aux méthodes d'« agrochimistes minéraux » (adeptes des engrais chimiques) comme l'agronome Pryanichnikov. L'agronomie soviétique de l'époque « *préconisait de ne pas développer l'industrie des engrais, de laisser les champs en trèfle pendant deux ou trois années d'affilée, (...) [et invitait aussi à] renoncer à utiliser certaines machines (herse, tracteurs) qui détruisent la texture du sol* » (p125).

On l'aura compris, les agronomes « lyssenkistes » furent abondamment caricaturés par les occidentaux d'après guerre tout simplement parce qu'ils s'opposaient au miraculeux système dit de « *agriculture intensive* » (engrais chimiques et pesticides). Si celle-ci permettait un profit maximum en un minimum de temps, il est aujourd'hui évident qu'elle a contribué à la destruction massive des sols à l'échelle mondiale, et fut à la source d'innombrables et incontestables catastrophes écologiques sur le long terme. Mais ici bien sur, point « d'imposture » !

Lyssenko et ses collaborateurs souhaitaient, quitte

à ce que les résultats ne soient pas immédiats (ce qu'on appelle aujourd'hui le « développement durable », impossible dans un système de profit maximal immédiat), développer sur tout le territoire une agriculture fondée sur des techniques aujourd'hui tout à fait admises : Le « semis sous couvert végétal », « l'équilibre agro-sylvo-pastoral » lié à la rotation des cultures et au développement des « bandes forestières » entre les champs cultivés, ... de façon générale, ils privilégiaient la fertilisation des sols par des moyens biologiques plutôt que chimiques dans le contexte d'une agriculture extensive (et non intensive au sens capitaliste du terme).

Même en ce qui concerne la théorie la plus « absurde » de Lyssenko, opposée à la génétique classique voulant que l'hérédité passe par des mutations au hasard sélectionnées secondairement par le milieu, la fameuse « hérédité des caractères acquis par l'habitude », ce sont les biologistes d'aujourd'hui qui la remettent à l'ordre du jour sous le titre euphémisé d'épigénétique. N'est-il pas en effet plus qu'urgent, quand il faut trouver une alternative aux pesticides de plus en plus incriminés, de reconnaître la capacité d'une plante à transmettre héréditairement sur plusieurs générations une résistance acquise à tel stress, à tel parasite ?

L'ironie de l'histoire veut que ce soit aux généticiens occidentaux eux-mêmes, tant vilipendés par « l'agronome prolétarien » jadis, de lancer cette profonde révolution en biologie, mettant à terre tous les dogmes mécanistes de la génétique formelle comme ceux de l'agronomie capitaliste, cherchant à trouver l'alternative à une agriculture intensive qui fut, elle, réellement dangereuse et meurtrière, pour la nature comme pour l'homme...

COMMUNE DE PARIS

Notre première révolution ouvrière

Du 18 mars au 28 mai 1871, la Commune de Paris inaugurerait le passage de l'humanité à une nouvelle ère. Pour la première fois dans l'histoire mondiale un gouvernement jetait les bases d'une société sans exploitation. Si l'expérience fut de courte durée et noyée dans le sang, elle n'en porte pas moins des leçons qui restent d'une actualité brûlante. Rappelons en quelques-unes.

Quelques enseignements de la Commune de Paris

La Commune de Paris n'est pas une irruption spontanée. Elle est le résultat de l'histoire du mouvement ouvrier et de ses premiers affrontements avec la bourgeoisie. Ce qui prépara la Commune de Paris, se sont les multiples luttes ouvrières qui l'ont précédées pendant un demi-siècle et au cours desquelles le prolétariat a pris conscience de constituer une classe. Le vocabulaire de la Commune et le terme « commune » lui-même peut donner l'illusion que l'insurrection parisienne n'est que la reprise ou la poursuite de la révolution bourgeoise dans ses phases les plus radicales. C'est l'expression de « commune insurrectionnelle » qui fut en effet choisie en 1792 par les partisans de Robespierre, le jacobin le plus radical de l'époque. Les communards eux-mêmes prennent modèle sur ces exemples du passé mais cela ne veut pas dire que nous sommes en présence d'une continuité. Au contraire il y a rupture qualitative, que Marx analyse comme suit dans la guerre civile en France : « C'est en général le sort des formations historiques entièrement nouvelles d'être prises à tort pour la réplique de formes plus anciennes, et même éteintes, de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent offrir une certaine ressemblance. » Ne prendre en compte que les continuités avec le passé c'est occulter ce qu'il y a de nouveau dans la Commune de Paris : son caractère de mouvement prolétarien.

La seconde caractéristique de la Commune est qu'elle s'attaque à la destruc-

tion de l'Etat et qu'elle ne cherche pas seulement à la conquérir dans l'illusion de le mettre au service des travailleurs. Marx soulignait déjà en 1852 dans son livre « le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte » que « toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine [l'Etat bourgeois] au lieu de la briser ». Il revient sur cet aspect en pleine Commune le 18 avril 1871 : « Dans le dernier chapitre de mon 18-Brumaire, je remarque, comme tu le verras si tu le relis, que la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la briser. C'est la condition première de toute révolution véritablement populaire sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris » (lettre à Kugelmann). Telle la seconde rupture qualitative de la Commune de Paris.

Le symbole d'une nouvelle époque

L'insurrection ouvrière parisienne est également significative de la nouvelle époque historique qui s'ouvre. Cette nouvelle époque qui n'en est qu'à ses débuts lors de la révolution parisienne est celle de l'impérialisme. Elle signifie que les guerres nationales progressistes sont définitivement dépassées pour les pays capitalistes d'Europe occidentale. Les guerres sont désormais des guerres impérialistes qui opposent des concurrents pour le partage du monde. L'invasion de la France par Bismarck est, ne l'oublions pas, le résultat d'une guerre fomentée par l'impérialisme français. Le chauvinisme français fut un outil de propagande de la classe dominante. « Le second Empire, rappelle Engels, c'était l'appel au chauvinisme français, c'était la revendication des frontières du premier Empire, perdues en 1814, ou tout au moins de celles de la première République » (Introduction à la guerre civile en France). Si la Commune de Paris prend une dimension nationale du

fait qu'elle se déroule dans un pays occupé, ce n'est pas une révolution nationale mais une révolution ouvrière. Son époque n'est pas pour l'Europe celle des révolutions nationales mais celle des révolutions socialistes. La Commune est justement la première tentative de transformation d'une guerre impérialiste en guerre civile, comme le souligne Lénine: « La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste, enseigné par l'expérience de la Commune » (Œuvres, t21, p28).

C'est justement à propos de la nature de la guerre que la classe ouvrière s'exprime pour la première fois de manière autonome. Ce n'est pas le fait du hasard que le manifeste inaugural de l'Association Internationale des Travailleurs se termine par la phrase devenue le symbole des peuples au niveau mondial : « Prolétaire de tous les pays unissez-vous ». De même six mois avant le déclenchement de la Commune, la section parisienne de l'Association Internationale des Travailleur publie un manifeste contre la guerre :

« Aux ouvriers de toutes les nations: Une fois encore, sous prétexte d'équilibre européen et d'honneur national, la paix du monde est menacée par les ambitions politiques. Travailleurs de France, d'Allemagne et d'Espagne, unissons nos voix en un même cri de réprobation !... La guerre pour une question de prépondérance ou de dynastie ne peut être, aux yeux des travailleurs, qu'une criminelle folie. En réponse aux proclamations belliqueuses de ceux qui s'exemptent de l'impôt du sang et trouvent dans les malheurs publics une source de nouvelles spéculations, nous protestons, nous qui avons besoin de paix, de travail et de liberté !... Frères d'Allemagne ! Nos divisions n'aboutiraient qu'à un triomphe complet du despotisme des deux côtés du Rhin... Ouvriers de tous les pays ! Quoi qu'il advienne pour le moment de nos communs efforts, nous, membres de l'Association internationale des travailleurs qui ne connaissons pas de

frontières, nous vous adressons, comme gage d'une solidarité indissoluble, les vœux et le salut des ouvriers de France ! » Le manifeste est suivi de nombreuses déclarations d'organisations ouvrières pour appeler à s'opposer à la guerre. Marx en cite une significative datée du 28 juillet 1870 : « La guerre est-elle juste ? La guerre est-elle nationale ? Non ! Elle est purement dynastique » (« Première adresse du Conseil Général sur la guerre franco-allemande »). Des manifestations contre la guerre sont organisées et sévèrement réprimés.

L'internationalisme de la Commune de Paris

Ce sont ces ruptures qualitatives et la période de transition à une nouvelle époque qui expliquent le traitement des étrangers pendant la Commune de Paris. Ceux-ci ont été considérés comme des frères de classe et des camarades de combat. L'ouvrier bijoutier hongrois Léo Fränkel est ainsi élu dans le 13ème arrondissement et devient ministre du Travail après que la commission de validation de son élection ait déclaré à son propos : « Considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle, considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyen aux étrangers qui la servent, la commission est d'avis que les étrangers peuvent être admis et vous propose l'admission du citoyen Fränkel. » Telle est la conception de la citoyenneté de la Commune qui n'est pas basée sur la nationalité mais sur la résidence et sur l'engagement militant. Le cas n'est pas isolé. On peut citer la russe Élisabeth Dmitrieff élue à la direction de l'Union des femmes pour la défense de Paris ou encore deux de ses chefs militaires les polonais Dombrowski et Wroblewski. Les étrangers sont nombreux à Paris à cette époque. Ils sont estimés à près de 10 % de la population parisienne. Près de deux mille d'entre eux combattent dans la Garde Nationale et parmi eux de nombreux Zouaves. Le 12 avril le journal communard *Le Cri du Peuple* publie un appel pour constituer « une légion de 20 000 hommes, composée exclusivement d'étrangers... pour concourir à la défense de Paris et de sa Commune ». Le projet n'a pas eu le temps d'aboutir mais il est significatif du caractère internationaliste de la Commune.

C'est la leçon que nous propose de retenir Engels dans son message aux travailleurs

français à l'occasion de l'anniversaire de la Commune en 1892 :

« Il y a 21 ans aujourd'hui que le peuple de Paris arborait le drapeau rouge, en défi à la fois au drapeau tricolore français qui flottait à Versailles et au drapeau tricolore allemand qui flottait sur les forts occupés par les Prussiens. [...] Ce qui fait la grandeur historique de la Commune, c'est son caractère éminemment international. C'est ce défi hardiment jeté à tout sentiment de chauvinisme bour-



geois. La classe ouvrière de tous les pays ne s'y est pas trompée. Que les bourgeois célèbrent leur 14 juillet ou leur 22 septembre. La fête de la classe ouvrière, partout et toujours, sera le 18 mars ! »

La nécessité du parti de classe

Dans un texte critiquant la « phraséologie révolutionnaire » Lénine souligne la nécessité d'analyser les circonstances mais aussi les erreurs et les faiblesses de la Commune : « Plus la Commune de Paris nous est chère, moins il nous est permis d'y faire référence en nous dispensant d'examiner ses fautes et conditions particulières dans lesquelles elle se trouva placée. » (Deux tactiques de la social-



démocratie, 1905). Parmi ces limites se trouve l'absence de direction unifiée capable de diriger le processus révolutionnaire. Engels analyse dans sa préface de 1891 à la « Guerre civile en France » la direction de la Commune comme suit :

« Les membres de la Commune se divisaient en une majorité de blanquistes qui avaient déjà dominé dans le CC de la Garde nationale, et une minorité: les membres de l'AIT, se composant pour la plupart de socialistes proudhoniens. Dans l'ensemble, les blanquistes n'étaient alors socialistes que par instinct révolutionnaire, prolétarien; seul un petit nombre d'entre eux était parvenu, grâce à Vaillant, qui connaissait le socialisme scientifique allemand, à une plus grande clarté de principes »

Cette absence de direction unifiée se traduisait dans des confusions dans les tâches à mettre à l'ordre du jour, c'est-à-dire dans l'absence d'un programme élaboré en fonction d'une analyse concrète de la situation. Lénine en tire la leçon dans « Les deux tactiques de la social-démocratie » de 1905 en considérant que la Commune eut « un gouvernement ouvrier qui, à l'époque, ne savait ni ne pouvait distinguer entre les éléments des révolutions démocratique et socialiste, qui confondait les tâches de la lutte pour la République avec les tâches pour le socialisme. »

Ces faiblesses mettent en évidence la nécessité incontournable d'un parti autonome de la classe ouvrière. Le massacre des communards donne dramatiquement raison à Marx et Engels qui dès l'écriture du Manifeste insistent sur la nécessité de bâtir le parti de la classe ouvrière. C'est ce que firent les bolchevicks pour le plus grand bien de l'humanité.